



SERVICE DE PRESSE

## DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À LA CONFÉRENCE DES AMBASSADRICES ET DES AMBASSADEURS

Palais de l'Élysée, le lundi 28 août 2023

**Emmanuel MACRON**

Mesdames et Messieurs les ministres,  
Messieurs les Premiers ministres,  
Monsieur le vice-président du Conseil d'État,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Monsieur le chef d'état-major des armées,  
Mesdames et Messieurs les ambassadrices et ambassadeurs,  
Mesdames et Messieurs les directrices et directeurs,  
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,  
Mesdames et Messieurs, chers amis.

Je suis heureux de vous retrouver ici, à l'orée de cette semaine de travail à Paris, et sous l'autorité de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Catherine COLONNA, du ministre délégué au Commerce extérieur, Olivier BECHT, de la Secrétaire d'État chargée de l'Europe, Laurence BOONE et de la Secrétaire d'État chargée du Développement et des partenariats, Chrysoula ZACHAROPOULOU. Chacun d'entre vous s'est mis au service des Français et je vous en remercie.

La difficulté de ce discours est double et elle s'accroît chaque année pour votre serviteur. D'abord, il est évident que les discours sont toujours trop longs et à mesure qu'on les relit, on s'aperçoit qu'on ne parle pas de telle ou telle région, de tel ou tel espace et donc, c'est toujours une cote mal taillée, pour essayer d'être le plus exhaustif possible et de vous soumettre à un exercice qui est encore supportable.

La deuxième difficulté, c'est qu'à mesure que les années passent, on est soumis à deux risques. Le premier est de se répéter. Je vais tâcher de ne pas trop le faire aujourd'hui, mais veuillez m'en excuser si tel est le cas. Le deuxième - plus grave - est celui de la contradiction. J'ai aussi veillé à ne pas faire ça, même si les circonstances parfois changent et amènent à revisiter certains des éléments qu'on avait pu engager.

En tout cas, une chose est sûre et intangible, c'est que l'engagement qui est le vôtre, le bras armé diplomatique que vous représentez, est important pour notre pays. Et les Français déploient

l'énergie, le talent, l'ambition qui permettent que, précisément, notre pays soit à nouveau la première destination des investissements étrangers en Europe, un pays d'innovation, de transition rapide vers la neutralité carbone, un acteur majeur de la sécurité en Europe et dans le monde, un partenaire essentiel du développement et de la solidarité internationale.

Tout cela est le fruit de votre engagement et de votre travail dans un contexte de plus en plus compliqué. Et je voulais commencer, avant de rentrer dans le vif du sujet, par justement dire un mot de ce contexte qui, au fond, s'est plutôt durci depuis mon premier discours devant vous. Mais, je crois que les fondamentaux de ce monde perturbé, et de plus en plus fragmenté, demeurent. Des moyens que nous nous donnons avant d'essayer de décliner quatre priorités qui sont, pour une bonne partie d'entre elles, dans la continuité de ce que nous déployons ces dernières années.

En effet, je considère que le contexte international se complique et fait courir le risque d'un affaiblissement de l'Occident et plus particulièrement de notre Europe. Il nous faut être lucide, sans être excessivement pessimiste dans ce contexte. D'abord, il y a une dilution objective de notre population, de notre richesse produite, de notre part dans les échanges mondiaux. C'est plus vrai, encore, depuis la crise de 2008-2010. C'est le fruit de l'émergence de grandes puissances internationales qui s'imposent. Ça a été renforcé par la crise énergétique, notre Europe n'étant pas productrice d'énergies fossiles, en tout cas à court terme, ça vient consolider aussi des stratégies que nous poursuivons.

Ensuite, il y a une remise en cause progressive de notre ordre international, de ses principes, de ses différentes formes d'organisation. Il faut bien le dire, l'Occident avait une place prépondérante et a encore une place prépondérante, avec d'abord la montée de la guerre, y compris sur le sol européen, et j'y reviendrai dans un instant. La politique aussi de l'état de fait qui, des confins de l'Europe aux continents africain et asiatique, s'impose de plus en plus. Une forme de montée d'une politique du ressentiment, qui se nourrit ici de l'anticolonialisme réinventé ou fantasmé, là d'un anti-occidentalisme instrumentalisé, la dénonciation d'un double standard que nous avons parfois nourri.

Il faut bien le dire, en ajustant le droit international à ce que nous pensions, et en oubliant que la souveraineté des peuples était un des préalables à notre action, et une contestation croissante du Conseil de sécurité des Nations unies, puis également de beaucoup de nos organisations internationales. Nous ne pouvons pas ne pas l'entendre. Et du Fonds Monétaire International à la Banque Mondiale et au-delà, de plus en plus de pays, de manière de plus en plus désinhibée, considèrent que ces structures sont de moins en moins légitimes à leur imposer telle ou telle règle et que d'ailleurs, elles ont été créées dans un monde où ces pays n'existaient pas, ce qui est vrai, et qu'elles représentent un ordre passé, mais qu'elles ne reflètent pas la réalité géopolitique, encore moins démographique et peut-être parfois militaire, d'aujourd'hui.

Ceci se traduit, sans qu'on doive en majorer la réalité, par des symptômes comme par exemple ce que nous avons vu ces derniers jours avec une tentative d'élargir le sommet des BRICS. Il faut rester lucide sur la réalité de ce qu'il emporte. Néanmoins, il témoigne une volonté de faire

émerger un ordre alternatif, en tout cas quelque chose qui viendrait se substituer à ce qu'on appelait jusqu'alors un ordre international, vu comme trop occidental, ou en tout cas aux règles devenues moins légitimes. Tout ça, dans un contexte croissant de tensions sino-américaines, qui, il faut bien le dire, bouscule aussi notre droit international, puisqu'il s'est traduit ces derniers mois par une remise en cause patente de notre ordre commercial international ; la première et la deuxième puissance commerciales, décidant de fait de ne pas respecter les règles commerciales jusqu'alors établies, ce qui est un fait nouveau, mais enfin qu'on ne peut pas non plus totalement ignorer. Une forme de nouveau protectionnisme monte, il est là.

Tout cela conduit à un risque de partition du monde, à un affaiblissement de l'ordre international basé sur le droit, à un affaiblissement de l'idée démocratique, on le voit par la montée de ce moment illibéral, et au fond de nos mécanismes de coopération et de partenariat existants. Alors même que nous sommes dans ce moment confrontés à des défis de plus en plus planétaires qui requièrent plus de coordination, qu'il s'agisse de la paix et de la stabilité, du climat, de la biodiversité, de la lutte contre la pauvreté pour le développement, mais également de l'intelligence artificielle et du numérique ou de la lutte contre l'évasion fiscale.

Chacun de ces sujets requiert d'avoir un ordre international plus coopératif et établi. C'est le paradoxe dans lequel nous vivons. Et notre stratégie doit viser au maximum, avec lucidité, à faire face à ce nouvel ordre, mais y apporter des réponses solides. Alors, dans ce contexte, nous devons avoir une diplomatie assez simple, c'est poursuivre nos intérêts. Partir de là : notre sécurité, nos intérêts économiques, technologiques, diplomatiques, culturels.

C'est de le faire en défendant aussi nos principes et c'est ce qui, je crois, nous différencie parfois d'autres pays. Une certaine aspiration à l'universel et donc, à cet égard, la défense des droits de l'homme, de la dignité humaine, le partenariat avec les acteurs humanitaires, la défense du droit international et le respect de la souveraineté des peuples. Et puis, c'est construire cette diplomatie sur un chemin d'indépendance qui fait que même si nous avons des alliés, nous appartenons à des organisations solides, comme notre Europe. Nous avons une volonté de dialoguer avec tous et de bâtir une diplomatie de confiance, d'équilibres au pluriel, et pas d'équidistance, permettant de construire des solutions concrètes face aux défis que j'évoquais et cette fragmentation en marche.

Pour cela, nous nous sommes donnés, ces dernières années et en particulier, encore plus ces derniers mois, les moyens. Je veux remercier à la fois les administrations, mais également les parlementaires ici présents, car nous avons fait des choix forts, cohérents face à ce contexte international. Je le disais, il y a un an, ici même, nous avons réinvesti notre diplomatie, conjuré presque trois décennies de baisse d'effectifs constante depuis cette année et nous continuerons. Je le disais aussi lors de ma visite au Quai d'Orsay, le 16 mars dernier. Il était nécessaire de réarmer la diplomatie. Nous avons, ce faisant, remis des moyens, mais aussi permis de prendre en charge des enjeux nouveaux : l'influence, la communication, le renouvellement des méthodes de travail, de faciliter l'interdisciplinarité, le croisement des compétences. Je ne veux pas reprendre ce que je disais le 16 mars dernier. Je vous renvoie à l'expression tenue.

Ensuite, nous avons également renforcé notre investissement solidaire. En donnant plus de moyens, notre aide publique au développement a été portée au niveau record de 0,55 % du revenu national brut en 2023, comme nous nous étions engagés en 2017 et comme la loi, prise sous le précédent quinquennat, l'avait prévu, ce qui permet désormais à la France d'être le quatrième contributeur net à l'effort mondial, en termes d'investissement solidaire. En même temps, nous avons porté une réforme profonde de notre Agence française de développement. La Cité du développement se prépare et se déploie. Le Conseil présidentiel pour l'investissement solidaire a pris des décisions claires en la matière. Nous avons mis en place un laboratoire, des méthodes nouvelles d'expérimentation, une autre forme de déclinaison sur le terrain, changer la rigidité de nos priorités géographiques pour se donner, là aussi, beaucoup plus de souplesse et être au service d'une politique de partenariats et d'investissements solidaires plus concrets, avec, là aussi, un investissement réel.

Et puis, en parallèle, nous avons mis en place un outil militaire, plus crédible encore : nos armées ont toujours été fortes et solides. A travers les deux lois de programmation militaire, les deux reposant sur des exercices stratégiques solides. A l'issue de ces deux lois de programmation, nous aurons doublé le budget de nos armées, ce qui est inédit dans la période contemporaine. Nous l'aurons doublé en faisant face aussi aux risques et aux conflictualités nouvelles, du cyber au spatial, en passant par la haute mer, en regardant aussi les nouvelles sphères de conflictualité, mais en renforçant les points forts de nos armées, en consolidant un modèle complet, une indépendance et en faisant de l'armée française l'armée la plus efficace d'Europe, ce qui est notre objectif. Je salue l'engagement de nos militaires, mais aussi le partenariat étroit entre nos militaires et nos diplomates à cet égard.

Ceci étant dit, et pour déployer la cohérence de ces investissements et de notre action dans le contexte complexe que j'évoquais, je voudrais concentrer mon propos sur 4 axes.

D'abord, si on veut défendre, bien et proprement nos intérêts, nous devons avoir une politique de sécurité et de stabilité dans le contexte nouveau, en particulier de la guerre en Ukraine. Ensuite, je voudrais revenir sur notre stratégie d'indépendance européenne et la poursuite de nos intérêts économiques, technologiques et stratégiques. Ensuite, je voudrais développer, devant vous, le fait que la France, dans ce contexte, doit chercher à être une puissance partenariale de confiance, à la fois sur le plan géographique, mais pour refonder cette gouvernance internationale. Je voudrais terminer par quelques mots sur notre politique de rayonnement et d'influence en cohérence avec cette stratégie. Tout ceci s'inscrit, vous le voyez, en continuité avec les propos que j'ai pu tenir devant vous ces dernières années et l'action que vous conduisez avec beaucoup d'engagement.

Je dois le dire, aussi, les défis qui sont les nôtres. Par avance, je veux dire ici que je ne couvrirais pas, comme je l'évoquais en plaisantant, toutes les zones géographiques. Ce serait impossible et j'aurai l'occasion dans les prochains mois de revenir sur telle ou telle autre. Mais, je veux, avant de rentrer sur ces 4 thèmes, vous renouveler, de manière plus spécifique, mes remerciements, en particulier pour toutes celles et ceux qui ont eu à vivre des situations critiques. La France et les diplomates que vous êtes ont été confrontés ces derniers mois à des

situations dans certains pays particulièrement difficiles. Et qu'il s'agisse du Soudan où la France a été exemplaire y compris dans l'évacuation de nos propres ressortissants et des ressortissants de beaucoup de nos collègues, au Niger en ce moment même. Je salue votre collègue et vos collègues qui nous écoutent depuis leur poste. Vous avez rappelé qu'être diplomate est un engagement, parfois risqué, qui suppose l'esprit de responsabilité que vous avez toujours démontré dans ces situations difficiles. Comme les années précédentes, nous avons eu à le vivre en Afghanistan ou ailleurs, et je pense qu'il est bon ici de le rappeler dans le contexte qui est le nôtre et qui continuera de se reproduire.

Je citais l'Afghanistan, évidemment, je pourrais parler de l'Ukraine et de plusieurs autres théâtres d'opérations. Sécurité et stabilité avant tout, comme je le disais. Notre sécurité collective et celle de la France, de ses alliés, de ses partenaires européens est, évidemment, avant toute chose, remise en cause par l'agression Russe en Ukraine. J'ai eu l'occasion de m'exprimer à plusieurs reprises sur ce sujet devant vous l'année dernière et je l'ai fait encore ces derniers mois, en particulier à Vilnius. Il ne faut pas perdre de vue la singularité de ce conflit. Elle repose d'abord sur le fait qu'en Europe, la guerre revient.

La deuxième chose, c'est qu'elle vient de manière très claire, fouler aux pieds et violer la souveraineté populaire et l'intégrité territoriale d'un État européen. Et à cet égard, violer le droit international. Qu'elle s'est aggravée avec des crimes de guerres multiples, d'attaques de populations civiles et des scènes que nous avons pu voir et sur lesquelles d'ailleurs nous travaillons par une coopération de nos magistrats, de nos policiers, de nos gendarmes exemplaires. Ensuite, parce qu'elle implique un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, qui plus est, puissance dotée. Ce qui change les termes de l'efficacité d'une réponse diplomatique et de la nature, évidemment, de l'engagement politico-militaire.

Face à ça, la France, l'Europe, les alliés ont eu, je crois, une réponse adaptée. D'abord, elle a été immédiate, unie et efficace. Je le dis d'autant plus qu'elle est le fruit d'un engagement français, puisque la France avait la Présidence du Conseil européen, au moment du début de la guerre. Et je pense que ce qui a été fait par notre diplomatie a été particulièrement utile et je crois, a créé un effet de surprise non négligeable. Les Européens ne se sont pas divisés, ont réagi vite et de manière adaptée : politique de sanctions, par des trains de sanctions multiples à l'égard de la Russie pour affaiblir sa capacité à soutenir l'effort de guerre dans la durée, politique de soutien à l'Ukraine, humanitaire, économique, militaire qui s'est poursuivie jusqu'aux engagements pris à Vilnius par la France, les Européens et les alliés avec des Européens qui sont les premiers soutiens.

Si on somme les investissements qui sont faits en Ukraine sur le plan humanitaire, du soutien civil et militaire, c'est bien l'Union européenne qui est le premier soutien de l'Ukraine. Je le dis en nous félicitant du soutien très précieux de nos alliés américains, mais en rappelant aussi la force du nôtre. Et puis en veillant à n'avoir aucune politique d'escalade. Ce qui a marqué les bornes de ce soutien, c'est-à-dire, nous avons toujours veillé à ne jamais être engagés directement dans un conflit contre la Russie, contre son territoire et sa population, ce qui est évidemment une difficulté. Et tout ça, en veillant, en parallèle, à éviter une partition du monde

et à préparer le jour d'après. Et je pense que nous avons eu raison d'avoir cette politique depuis près de 18 mois. Veiller à éviter une partition du monde, c'est simple, c'est éviter que s'installe un narratif qui consisterait à dire : c'est votre guerre, en tant qu'Européens, elle ne nous concerne pas. Pour toutes les raisons que j'évoquais, cette guerre est une guerre qui touche le monde entier, parce qu'elle touche notre capacité à faire respecter le droit international, nos principes et en particulier l'intégrité des frontières.

Donc, il était essentiel de continuer à œuvrer dans tous les forums internationaux pour que cette guerre soit au cœur de nos préoccupations, d'une condamnation claire et d'une action diplomatique de tous et qu'on évite une division. Et je veux saluer, là-aussi, le travail de tous les postes, il faut le poursuivre autour des résolutions à l'Assemblée générale des Nations unies où nous avons progressivement réduit le nombre, à la fois, de votes alignés sur la Russie ou de parfois non-participation ou même d'abstention.

Nous devons continuer de convaincre, d'expliquer, et les rendez-vous à venir seront clés à cet égard. Mais surtout, comme nous l'avons fait en marge du G7 d'Hiroshima, de permettre à l'Ukraine d'aller convaincre tous les partenaires à nos côtés. Et l'action diplomatique française a été aussi une action de soutien à la diplomatie ukrainienne et un travail de conviction pour que, quand on parle de paix, ce qui revient dans toutes les propositions partout à travers la planète, cette paix soit bien comprise de la même manière par tous. Ça ne peut pas être un cessez-le-feu reconnaissant l'état de fait, parce que ce serait préparer la guerre de demain, voire pire. Mais, c'est bien une paix durable, c'est-à-dire respectueuse de la souveraineté du peuple ukrainien et du droit international. Et dans cet ordre, on peut construire, en associant davantage, comme cela a été fait ces derniers mois, toutes les géographies de la planète pour construire une situation viable dans la durée, consacrant ce faisant, je crois, les efforts que nous avons pu faire et évitant une partition du monde.

L'action de la France s'est aussi traduite par un engagement tout particulier auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour veiller au risque de prolifération allant dans cette direction. Les prochains mois continueront d'être structurés par ces axes. Et nous aurons à continuer un effort important pour éviter une division de l'ordre international autour de ce conflit, pour continuer le soutien et marquer justement à travers le temps, un caractère inaltérable du soutien à l'Ukraine et à son effort de résistance et de guerre, et pour préparer cette paix durable. Ce travail, nous le poursuivrons par le truchement de différents efforts diplomatiques qui sont indispensables. La France continuera de s'engager en parallèle sur l'action humanitaire de court terme, comme nous l'avons fait avec l'accueil des réfugiés.

Je remercie tout le travail qui a été fait sur le sol national par le ministère de l'Intérieur et l'ensemble des ministères compétents sur le sujet, et sur le plan humanitaire en Ukraine, en soutien, et nous aurons à continuer le travail de préparation de la reconstruction qui est là aussi indispensable. Mais cette paix durable et cette stabilité que nous devons préparer suppose aussi un travail pour nous, Européens. Je voulais aussi avoir également un mot. Je suis revenu plus longuement sur ce sujet et je vous renverrai au discours que j'ai tenu à Bratislava dans le cadre

de la conférence GLOBSEC, sur les conséquences de la durée de la guerre en Ukraine pour notre architecture de sécurité et la manière de pensée, la stabilité de la sécurité européenne.

Mais très clairement, nous savons qu'il y aura un avant et un après-guerre en Ukraine. Et ce qui me paraît essentiel, c'est d'intégrer dans notre action diplomatique et dans notre travail, les conséquences de cette guerre pour préparer cette paix durable que j'évoquais.

D'abord, nous avons à le préparer à le faire en tant que membre de l'OTAN. C'est ce que nous faisons comme alliés solides depuis le premier jour. La meilleure preuve, et il faut la défendre partout, c'est que nous avons été le premier pays à pouvoir nous déployer aussi rapidement et efficacement sur le front oriental de l'OTAN. Quelques jours après le début du conflit, la France se déployait en Roumanie, apportait des éléments de confiance sur ce flanc oriental. C'est la force de notre modèle. Et nous avons continué aussi de renforcer à l'égard des États baltes notre participation aux missions de l'OTAN comme à la police aérienne. Nous avons renforcé l'effort de nos industries de défense et nous devons continuer ce travail indispensable pour une économie de guerre dans la durée, à mesure que cette guerre dure mais à mesure qu'elle repose aussi les termes d'un engagement nouveau et donc d'une adaptation de notre industrie, de notre base industrielle, technologique et de défense française et européenne.

Vous le voyez bien, nous devons penser au sein de l'OTAN une plus grande implication européenne. Ceci a commencé depuis 2019. J'ai eu l'occasion d'y revenir à plusieurs reprises, mais il y a à mes yeux une traduction concrète que nous devons poursuivre dans les prochains mois et les prochaines années qui est absolument indispensable. Le pilier européen et une plus grande défense européenne au sein de l'OTAN n'est pas l'ennemi ou le problème de l'OTAN, au contraire. C'est ce qui fait de notre Europe un élément de confiance, en particulier pour nos alliés américains. Nous devons plus prendre en charge notre propre sécurité et les instabilités à notre voisinage. C'est ce qui est demandé dans le partage du fardeau par les Américains. C'est ce qui est indispensable pour nous. Ce faisant, nous devons renforcer notre autonomie technologique et militaire, davantage produire, davantage standardiser pour l'industrie de défense européenne et penser davantage notre défense en européen.

Tout cela est une forme de sortie de minorité géopolitique des Européens au sein de l'OTAN. Il faut le penser comme tel et l'assumer comme tel. Et c'est aussi pour ça que l'après-guerre en Ukraine devra se traduire par de nouveaux traités pour encadrer les armements, tous les types d'armement et d'activités militaires qui touchent l'Europe et nous devons avoir la volonté d'être concepteur et signataire de ces traités demain, là où je le rappelais en décembre 2019, dans une prise de parole largement commentée, l'Europe était en quelque sorte un objet géopolitique, mais pas un sujet. Tout ce qui nous touchait, quand il s'agissait des armements intermédiaires ou autres, touchait notre sol, mais nous n'étions pas signataires des traités. Et le non-respect par l'un ou la dénonciation par les deux nous touchait sans que nous puissions, en quelque sorte, faire autre chose que nous indigner. Nous devons bâtir cet ordre international nouveau qui nous touche directement par notre implication militaire et, d'ailleurs, la loi de programmation militaire a au cœur cette stratégie, puisqu'elle est conçue pour que la France puisse être nation cadre de coalitions nouvelles de déploiement otaniens, ce qui est inédit.

Ce que nous avons commencé à faire, en particulier dans les théâtres d'opérations africains, est, à cet égard, totalement inédit, avec en particulier la Task Force Takuba, et préfigure ce que nous voulons faire.

**Nous devons** donc continuer de convaincre tous nos partenaires européens de la nécessité de cette stratégie à travers des coopérations de défense bilatérale ou européenne, à travers plus d'intimité stratégique et opérationnelle, que nous avons commencé avec l'initiative européenne d'intervention et que nous devons déployer dans les années qui viennent à travers de nouvelles coopérations capacitaires. A cet égard, je veux dire l'importance pour nous des coopérations bâties avec l'Allemagne, qu'il s'agisse de l'avion ou du char du futur. Nous savons que les débats sont parfois difficiles, que les remises en cause peuvent arriver quelquefois. Nous sommes intraitables sur le caractère stratégique de ces partenariats décidés ici même en juillet 2017 avec la chancelière MERKEL à l'époque, mais nous devons dans le temps les poursuivre et bâtir de nouveaux partenariats capacitaires, qu'il s'agisse du spatial, du maritime ou du cyber, car c'est ainsi qu'on renforcera ce pilier européen d'une défense de tous les alliés.

Au-delà de ce cadre, nous devons penser une stabilité européenne qui ne soit pas uniquement sécuritaire et qui, en quelque sorte, ne se fasse pas uniquement par le truchement de l'OTAN. C'est le cœur de ce que nous avons proposé avec la Communauté politique européenne. C'est une proposition de mai 2022. C'est une vieille idée française, je dirais franco-tchèque, puisque c'est à peu près ce que Vaclav HAVEL et François MITTERRAND avaient proposé avec la Confédération européenne. Elle n'avait pas vu le jour à l'époque parce que la Russie était dans l'affaire, et il était peut-être trop tôt, compte tenu du retour de l'histoire, de proposer une telle alliance et un partenariat ouvert si rapidement. Mais cette communauté politique européenne, proposée en mai 2022, qui a déjà eu deux premières réunions à Prague et à Chișinău, et qui donnera lieu à une nouvelle réunion à Grenade dans quelques semaines, c'est une victoire française déjà, mais c'est aussi une victoire avant tout européenne.

C'est l'idée de dire que l'Europe doit se penser comme un continent large, géopolitique, pas simplement à travers des alliances militaires structurées par l'histoire, de manière absolument non conflictuelle avec son voisinage, mais pour structurer les thématiques d'immigration, d'énergie, de sécurité, d'innovation, de connectivité, etc et qu'au fond, il faut bâtir de l'intimité stratégique, davantage de convergence pour consolider une Europe géopolitique. Nous devons continuer d'avancer sur ce terrain et ce forum sera absolument déterminant si on veut bâtir dans la durée une Europe en paix.

Puis, au-delà de cela, il y a évidemment notre Union européenne qui, dans les prochains mois, mais j'aurai l'occasion d'y revenir de manière spécifique, aura à vivre un double mouvement qui n'est pas incompatible, mais qui supposera quelque audace et quelques changements institutionnels à coup sûr. C'est que nous avons, en Européens, à penser à la fois plus d'intégration de nos politiques, j'y reviendrai en parlant d'autonomie - mais on le voit bien en matière de défense, en matière de climat, en matière technologique, en matière d'économie, le cœur de l'Europe a besoin d'être plus intégré si on veut faire face aux défis présents. Si nous voulons être plus forts, plus stables, nous sommes engagés sur une voie d'élargissement, en

particulier à l'égard des Balkans occidentaux, car il est impossible d'avoir une Europe qui, en quelque sorte, mitée par de l'instabilité géopolitique, des interférences et une espèce de processus sans fin qui nourrit le désespoir et les divisions. Le risque serait de répliquer ce que nous avons déjà fait, c'est-à-dire de penser l'élargissement sans l'intégration. Je peux témoigner assez aisément qu'une Europe à 27, c'est assez compliqué à faire évoluer sur les sujets essentiels. Une Europe à 32 ou 35 ne sera pas plus simple pour rester pudique. Il nous faut donc une certaine audace pour accepter plus d'intégration sur certaines politiques, peut-être d'ailleurs plusieurs vitesses de cette Europe. J'ai déjà eu l'occasion d'en parler il y a 5 ans et j'y reviendrai dans quelques mois mais il est clair que l'Union européenne sera un pilier de cette stabilité et de cet ordre à venir. Mais vous le voyez, à mes yeux, en passant de l'OTAN et du pilier européen en matière de défense, en passant par la communauté politique à l'Union européenne, les défis sont majeurs pour penser l'après-conflit et il faut le penser dès maintenant et le structurer dès maintenant. Cela passera par une plus grande lucidité géopolitique et militaire des Européens, une volonté d'avoir plus d'autonomie, une volonté de préserver notre union et de conserver aussi une dynamique d'approfondissement pour les membres qui sont prêts à aller dans ce sens parmi nous ; pas tous, mais en ayant en quelque sorte cette attractivité permise par l'audace de quelques-uns.

Ceci évidemment ne vaut que si, dans les mois et les années qui viennent, nous restons fermes sur la doctrine, la stratégie qui est la nôtre à l'égard de l'Ukraine et de la Russie. La Russie ne peut, ni ne doit gagner cette guerre, parce qu'alors, ce serait l'instabilité sur le sol européen et parce qu'alors, ce serait la fin de toute confiance dans les principes du droit international. Ce qui veut dire que pour nous, Européens, et pour nos alliés et je l'espère aussi durablement, ce sera un investissement financier, diplomatique et capacitaire considérable pour les années à venir, qui doit aussi réinterroger certains fondamentaux, parce qu'on ne peut pas faire comme si cet effort n'existait pas, mais il nous faut cette constance, car sinon tout ce que je viens d'évoquer aurait beaucoup moins de pertinence. Nos intérêts sécuritaires et humanitaires en tant qu'Européens ne s'arrêtent pas là, et je voudrais dire quelques mots sur deux, trois sujets préoccupants à cet égard.

Nous continuerons d'être très vigilants sur la situation sécuritaire et politique dans les Balkans occidentaux. A cet égard, nous avons bâti avec l'Allemagne une nouvelle feuille de route et une nouvelle proposition à l'égard différent entre la Serbie et le Kosovo. Je crois que cette feuille de route est bonne. Elle a été soutenue par un négociateur européen et notre représentant. Nous attendons donc un réengagement clair des deux partis, c'est-à-dire un réengagement sur les élections municipales attendues, un réengagement serbe dans les institutions afférentes, une reconnaissance des municipalités, justement dans le Nord de la part des autorités kosovares, une pacification de cette situation, et je le dis parce que la France et l'Allemagne se sont engagées et ont aussi eu des mouvements d'ouverture, en particulier sur la politique de Visa ou sur d'autres éléments économiques, qui seront revus s'il n'y a pas une politique de responsabilité de la part des deux partis. Mais nous continuerons avec nos partenaires allemands à être très vigilants sur ce sujet et sur tout ce qui touche à la stabilité des Balkans occidentaux.

Puis, nous continuerons aussi d'être engagés sur le Caucase, après la guerre de 2020 que nous avons condamnée, comme vous le savez. La situation humanitaire est aujourd'hui particulièrement préoccupante dans le Haut-Karabakh. A cet égard, j'aurai l'occasion d'échanger cette semaine avec le Premier ministre PACHINIAN et avec le Président ALIEV, nous demanderons le plein respect du corridor humanitaire Latchine et nous prendrons à nouveau une initiative diplomatique en ce sens sur le plan international pour accroître la pression, mais rien ne saurait justifier la situation humanitaire qui est aujourd'hui vécue par les populations au Haut-Karabakh. Nous continuerons aussi de nous engager. C'est notre intervention qui a permis la mise en place d'une mission européenne après le sommet de la Communauté politique européenne de Prague, qui pour la première fois a conduit dans un texte commun signé par les deux partis à reconnaître les frontières de 1991. Nous continuerons aussi à nous engager pour les discussions d'un traité de paix et pour clarifier les sujets à la fois territoriaux et de passage, mais à très court terme, la situation humanitaire demeure absolument indispensable.

Enfin, parlant des sujets de sécurité et de stabilité, je ne veux pas que nous oublions ici l'importance et la continuité de notre lutte contre le terrorisme. Même si l'actualité nationale, il faut nous en féliciter, par le très bon travail de nos services et de nos forces de sécurité intérieures, a permis de déjouer beaucoup de projets sur notre sol, et si la nature du terrorisme ces dernières années a changé, il nous faut demeurer extrêmement vigilants. Et je le dis ici avec beaucoup de force et de clarté. Nous sommes toujours impliqués dans la coalition internationale au Levant et cette implication est saluée, importante, et je veux ici saluer la mémoire de nos deux soldats morts en Irak ces dernières semaines précisément dans le cadre des missions qu'ils exercent sur le sol irakien à ce titre, qu'il s'agisse des missions de coopération, de formation, de soutien et aussi de lutte contre le terrorisme. Nous devons donc continuer au Levant d'être impliqués dans cette mission parce qu'elle ne disparaît pas et nous devons renforcer le travail que nous menons depuis ces dernières années de stabilisation politique et militaire dans toute la région en soutien de l'Irak et de sa souveraineté. C'est ce que nous avons mis en place avec la Conférence de Bagdad qui tiendra sa troisième édition fin novembre et à laquelle je me rendrai comme à chaque fois et qui permet justement de consolider un agenda régional en soutien de la souveraineté irakienne. A ce titre, nous renforcerons aussi notre implication sur deux sujets tout particuliers sans être exhaustifs sur la région que je voulais mentionner.

Le premier, c'est la Syrie. En effet, nous le voyons bien, tous les pays de la région sont en train de vouloir reprendre langue avec la Syrie, de la réinsérer dans les différents forums de négociation ou de partenariat. Nous aurons, parmi d'autres, un élément essentiel, c'est la lutte contre le terrorisme et je retournerai à la Conférence de Bagdad avec ce point que je mettrai en avant, qu'il s'agisse de nos dialogues avec la Jordanie, les Emirats arabes unis, l'Irak, comme je l'évoquais, l'Arabie saoudite ou d'autres. Quelques réinsertions que ce soit dans les instances régionales doivent supposer une coopération accrue dans la lutte contre les organisations et les groupes terroristes sur le sol syrien et dans la région et lever toute ambiguïté mais également doit s'accompagner d'un processus politique permettant au réfugié de réintégrer avec des garanties de protection, de reconnaissance et de sécurité politique et économique le sol syrien.

Deuxième point que je voulais aborder, c'est l'Iran. Je me félicite des avancées de ces dernières semaines, mais peut-être reste l'expérience, je ne saurais me féliciter avec beaucoup d'enthousiasme, parce que nous savons que d'abord les accords peuvent être fragiles, que parfois ceux qui les concluent les dénoncent et que ceux qui les signent ne les respectent pas. Ce qui rend humble sur la nature des accords qui peuvent se signer en la matière. Je veux dire simplement à l'égard de l'Iran, d'abord, que la France continuera d'avoir une politique claire et aucune faiblesse, avec une demande très ferme que nos quatre ressortissants qui sont détenus de manière arbitraire soient libérés. Rien ne justifie la détention de quatre ressortissants français, aujourd'hui, dans les prisons et dans des conditions inadmissibles en Iran.

La deuxième chose est notre souhait d'un encadrement clair, transparent des activités nucléaires. Le retour du JCPoA est une très bonne chose s'il est suivi des mesures de confiance et d'un bon suivi par l'agence internationale compétente mais nous devons continuer d'encadrer ces activités et retrouver un chemin qui est indispensable pour toute la région.

Le troisième élément que je ne veux pas oublier, c'est aussi d'encadrer les activités de déstabilisation régionale que l'Iran a mené ces dernières années. C'est un point indispensable pour tous nos partenaires. Un réengagement doit donc passer par une clarification aussi de la politique de l'Iran, à l'égard de ses voisins directs, à l'égard d'Israël et de sa sécurité, à l'égard du Liban et de sa stabilité ; et à ce titre, je veux remercier tout particulièrement Jean-Yves LE DRIAN pour la mission qu'il conduit à ma demande et à celle de la Première ministre depuis maintenant plusieurs mois. Il faut imaginer Sisyphe heureux, Monsieur le ministre, mais qui consiste à trouver un chemin politique. Celui-ci, nous devons le trouver à court terme. Mais je pense qu'en tout cas un des éléments clés de cette solution politique au Liban passera par une clarification des interférences régionales dont celle de l'Iran.

Enfin, parler de stabilité de sécurité et de lutte contre le terrorisme me conduit évidemment à évoquer l'Afrique. Nous n'avons pas en Afrique qu'une approche sécuritaire ; je veux ici être très clair et j'y reviendrai dans un instant. Nous avons de fait une implication sécuritaire parce qu'il y avait des risques terroristes - et qu'il y en a toujours - et parce qu'il y a une demande de la part d'états souverains pour que nous venions les aider. C'est dans ce cadre qu'ont été décidées d'abord l'opération Serval puis l'opération Barkhane. Je le dis avec beaucoup de force parce que si on l'oublie aujourd'hui, si on cède aux arguments inadmissibles de cette alliance baroque des prétendus panafricains avec les néo-impérialistes, on vit chez les fous. La France est intervenue dès 2013 parce que des États nous ont demandé d'intervenir, parce qu'ils étaient en train d'être simplement coupés en deux. Si la France n'était pas intervenue, si nos militaires n'étaient pas tombés au champ d'honneur en Afrique, si Serval puis Barkhane n'avaient pas été décidées, nous ne parlerions pas aujourd'hui ni de Mali, ni de Burkina Faso, ni de Niger. Ces États n'existeraient plus aujourd'hui dans leurs limites territoriales. Je peux vous le dire avec certitude. Et donc quand j'entends parfois même des responsables politiques français nous expliquer que Barkhane serait une défaite, je le dis, ne prenez pas les arguments de l'ennemi ; parce qu'à ce moment-là, vous desservez tout le monde. Vous rendez un drôle d'hommage à nos militaires. Il faut avec beaucoup de force défendre le bien-fondé de ces opérations : nous sommes allés aider des pays amis et partenaires à défendre leur sol et à lutter contre le terrorisme

chez eux. C'est un reproche qu'il faut nous faire ? C'est mal d'avoir fait ça ? De grâce, non. Et donc, nous devons être exigeants, repenser des partenariats nouveaux et ne céder à aucune forme de paternalisme contemporain. Enfin, il ne faut pas commencer à tout inverser et à considérer que, maintenant, on ne pourrait plus aller aider un État qui veut défendre l'ordre chez lui, sur une base légale - et c'est le cadre dans lequel nous sommes intervenus dans la région : demande souveraine, demande de la CEDEAO.

Nous sommes en train de changer ce cadre. Je vous renvoie au discours que j'ai tenu ici en février dernier. Pourquoi ? D'abord, parce qu'il ne faut pas rester trop longtemps à lutter contre le terrorisme et parce que la nature de ce conflit change. Parce que la nature même du terrorisme est en train de changer dans toute la région, parce qu'on voit une montée du fait ethnique, parce qu'il y a une crise, au fond, politique et économique qui s'installe au Sahel et qui est en train d'installer, et en quelque sorte de créer dans la durée, une crise dont les nouvelles formes de terrorisme sont une conséquence. Il était tout à fait pertinent d'avoir l'action que nous avons conduite mais elle ne peut pas durer sous la même forme. Elle doit être adaptée. C'est ce que nous avons d'ailleurs décidé, il y a quelques années, dans un premier réajustement de notre dispositif, ce que nous avons décidé en début d'année par une politique de réaménagement de toutes nos bases, d'allègement et de partenariat. Et c'est ce que nous sommes en train de faire et sur lequel nous irons encore plus loin dans les prochains mois. Pourquoi ? Parce qu'une présence stable, posée en quelque sorte sur le plan militaire, est un argument utilisé par nos ennemis dans le cadre de la lutte informationnelle pour nous fragiliser, alors même que le cœur de la réponse doit être politique par les États africains et donc la France ne peut pas être un substitut et la réponse militaire ne peut pas être quelque chose qui se substitue à la réponse politique. Et donc ça doit d'abord être une réponse politique. Notre présence militaire doit, en fait, se structurer sur la base de partenariats demandés par les pays africains, qu'il s'agisse de formation, d'équipement, etc. Nous repensons totalement le cadre de ce partenariat, y compris sur les capacités militaires que nous livrons, y compris sur les formations que nous avons rouvertes. Et dans le cadre de la loi de programmation militaire, le ministre et le CEMA ont proposé un schéma totalement différent sur lequel nous allons aller encore plus loin. Il est indispensable de poursuivre ce chemin avec là aussi de nouveaux partenaires : le Bénin, pour n'en citer qu'un dans la région du Golfe de Guinée, le Kenya avec lequel aussi nous bâtissons de nouvelles opérations régionales et en nous appuyant sur des forces régionales permettant d'assurer la sécurité.

Sur le cas du Niger, c'est exactement ce que nous sommes en train de faire. Si vous me permettez de revenir au-delà cette doctrine d'ensemble sur ce que nous avons vécu cet été : c'est un coup d'État contre un président démocratiquement élu, venant d'une ethnie minoritaire, qui a mené des réformes courageuses, économiques, politiques, sur tous les plans, pour son pays, qui clarifient à peu près tous les domaines, qui est engagé sur tout l'agenda international qui est le nôtre et celui des Nations Unies, et qui est pris en otage dans le palais présidentiel par des putschistes depuis maintenant un mois. Alors, on a dit que la France était trop engagée en soutien au président BAZOUM. J'entends les gazettes, je lis les commentaires parfois des autres capitales. Mais on ferait quoi si un coup d'État comme ça se passait en Bulgarie ou en Roumanie ? On aurait dit, on irait dire : « il ne faut pas trop s'engager ? On va regarder, parce que les

putschistes nous ont proposé un Premier ministre ? Voilà, on va s'engager, c'est ça la bonne politique. Il ne faut pas être jusqu'au-boutiste, on n'est pas chez nous. C'est ça ce que veulent faire les autres capitales. » Et on voudrait dire que la démocratie est une idée qui est bonne pour l'Afrique, qu'on ne fait pas double standard. C'est inadmissible. On a un homme intègre, démocratiquement élu, courageux ; courageux parce que pour la première fois dans un tel cadre, il ne démissionne pas, au péril de sa vie et de celle de sa famille. Et on nous explique que la bonne politique aujourd'hui, ce serait de le lâcher. Parce que c'est devenu à la mode. Parce qu'en fait, il faudrait produire local maintenant, même quand ce sont des putschistes. Et de Washington, en passant par d'autres capitales européennes, j'ai entendu des voix, j'ai écouté des journaux, j'ai lu des tribunes qui nous expliquaient : « N'en faites pas trop, ça devient dangereux. Ça devient dangereux ». Non, on doit être clair, cohérent. Sinon, qui nous écoutera ? Dans quelle capitale africaine on peut dire qu'on a une politique de partenariat avec un dirigeant si quand il subit cela, on ne peut pas être en soutien ? Donc, je pense que notre politique est la bonne. Elle repose sur le courage du président BAZOUM, sur l'engagement de nos diplomates, de notre ambassadeur sur le terrain, qui restent légitimes, malgré les pressions et malgré toutes les déclarations d'autorités grâce à l'engagement de nos forces de sécurité intérieure et de nos militaires.

Maintenant, il faut être clair. Nous ne sommes pas engagés. Il ne faut pas céder à un narratif utilisé par les putschistes qui consisterait à dire : notre ennemi est devenu la France. Le problème des nigériens aujourd'hui sont des putschistes qui les mettent en danger parce qu'ils abandonnent la lutte contre le terrorisme, parce qu'ils abandonnent une politique qui était bonne économiquement pour eux et qu'ils sont en train de perdre tous les financements internationaux qui étaient en train de leur permettre de sortir de la pauvreté. C'est ça la réalité. Si on ne le dit pas, nous, avec courage, qui le dira ? Donc, nous devons poursuivre cette politique avec fermeté, sortir des mensonges et des facilités. Notre politique est simple : on ne reconnaît pas les putschistes, on soutient un président qui n'a pas démissionné, aux côtés duquel nous restons engagés, et nous soutenons l'action diplomatique de la CEDEAO et militaire quand elle le décidera, dans une approche de partenariat qui est celle que j'ai présentée en février dernier. Ni le paternalisme, ni la faiblesse, parce que sinon on n'est plus nulle part. Nous devons continuer avec force de le soutenir et j'appelle tous les Etats de la région à avoir une politique responsable parce qu'il faut être clair : si la CEDEAO abandonne le président BAZOUM, je pense que tous les présidents de la région sont à peu près conscients du destin qu'il leur sera réservé. Et la faiblesse que d'aucuns ont d'ailleurs montré à l'égard des putschs précédents a nourri des vocations régionales.

Il y a une épidémie de putschs dans tout le Sahel. Mais qui repose sur quoi ? Sur la faiblesse des systèmes militaires, sur une insuffisance d'efficacité et aussi sur la politique que nous devons conduire en soutien avec toute la région et j'y reviendrai dans un instant. Et donc, je pense que nous devons sur ce point être clair. La période est très difficile, elle est surtout difficile pour les Nigériens et pour nos postes avancés, mais nous devons, avec fermeté, là aussi, éviter tout double standard, rester sur nos principes et avoir cette politique de clarté. Ça, c'est le premier acte « sécurité et stabilité » sur lequel je voulais revenir à travers ces différents chapitres.

Le deuxième grand intérêt qui est le nôtre, quand on parle de la France, sont nos intérêts économiques, technologiques, stratégiques qui sont au service de l'agenda que j'ai défini pour le pays de renforcer notre indépendance dans toutes les acceptions du terme, immédiates et dans la durée. L'indépendance ne veut pas dire l'autarcie, mais ça veut dire que quand on a des partenaires, on les choisit. On ne peut pas durablement être une puissance, avoir même une diplomatie, parfois des actions militaires fortes et crédibles, si on a des dépendances économiques, technologiques ou de matériaux, à l'égard de tel ou tel. Oserais-je dire que nous l'avons vécu dans la période récente, nous tous Européens, et tout ça nous a conduit à un réveil. Cela doit irriguer notre approche à tous égards et notre diplomatie. C'est la clé d'une sécurité durable et ce d'autant plus que nous sommes à un moment de réallocation internationale des ressources et des innovations. Et ce qui est en train de se faire aujourd'hui va décider du monde dans 10 ans, 15 ans, 20 ans.

D'abord, il y a une prédation sur les ressources et matériaux rares. Il ne faut pas être naïf, les Chinois l'ont commencé avant nous. On les regardait jouer au Go, on se demandait quel était le jeu ; maintenant, on est en train de comprendre. Mais il y a des matériaux rares et des ressources sur lesquels nous, Français et Européens, nous devons avoir accès pour diversifier et ne pas dépendre. Ensuite, sur deux grands sujets, les industries vertes et les nouvelles technologies dont l'intelligence artificielle, il y a un moment d'investissement massif et de réallocation des forces productives qui va déterminer beaucoup de choses de nos capacités à être indépendants, à bâtir des emplois dans nos pays, mais y compris à avoir des technologies civiles et militaires souveraines dans l'avenir. Et ceci doit absolument structurer notre approche diplomatique en la matière.

C'est pourquoi, si on veut être indépendant, il faut une stratégie française et européenne d'autonomie stratégique. Il y a maintenant six ans, j'utilisais le terme d'une Europe plus souveraine dans le discours de la Sorbonne. On disait que c'était une belle idée française, pour les gens les plus pudiques, les plus positifs ; les autres disaient que c'était une foutaise française et ça ne viendra pas, qu'on fait ça pour se faire plaisir. Je constate qu'il y a eu un réveil ces cinq dernières années, ce qui est notre victoire collective. D'abord, cette idée a été adoptée par tous les Européens. Alors c'est « souveraineté », c'est « autonomie stratégique », chacun fait avec ce avec quoi il est à l'aise. Moi-même, je ne comprends pas les 50 nuances de gris en la matière, et d'ailleurs, selon les capitales, on me dit que l'un préfère l'autre. À la fin, je crois qu'on comprend tous ce que ça veut dire. Ça veut dire maîtriser davantage notre destin à travers ce qu'on produit, ce qu'on achète, et les dépendances contraintes en diversifiant. Donc nous avons ces dernières années, de la défense à la technologie et à l'énergie, cristallisé un vrai réveil européen et mis en œuvre de vraies politiques avec des résultats.

En matière de défense, on a commencé avec le Fonds de défense, l'Initiative européenne d'intervention, et il faut aller beaucoup plus loin. On l'a commencé aussi, dès le Covid et après, avec ce que nous avons fait en matière de production de santé, à travers ce que nous avons bâti sur les semi-conducteurs et sur les technologies vertes, à travers des actes fondateurs de la Commission et des politiques d'investissement. C'était impensable il y a cinq ans. Impensable. Cela, nous devons le consolider. Pour moi, la clé de voûte. C'est l'agenda de Versailles, que

nous avons en Européens bâti en mars 2022, qui consolide cette autonomie stratégique dans tous les domaines que j'évoquais : semi-conducteurs, technologies vertes, numériques, etc.

Sur cette base-là, évidemment, le partenariat franco-allemand est clé. J'irai dans quelques semaines à Hambourg, avoir une discussion en particulier sur l'intelligence artificielle avec le chancelier, mais le tandem franco-allemand est absolument décisif en la matière au moment où on vit un choc qui vient bousculer notre Europe. Donc je ne ménagerai pas mes efforts pour réengager, consolider, qu'on ait une convergence de vues de plus en plus forte. Nous tous Européens, nous avons besoin d'aller beaucoup plus vite et plus fort.

Je voudrais juste citer quelques aspects de cette autonomie stratégique qui est clé pour notre indépendance. D'abord, on doit avoir une politique énergétique européenne clarifiée. Nous en avons posé les bases réglementaires avec le Fit for 55 et le Green Deal. Elles sont les bonnes. Mais enfin, on doit en décliner maintenant les instruments, nous n'avons pas fini le travail, pour être à mon tour diplomate.

Au fond, le travail que nous devons conduire, c'est celui qui nous permet d'être plus indépendant, d'être plus décarboné et de continuer à créer des emplois et de l'industrie sur le sol européen. Ce sont les trois objectifs. Pour ce faire, il faut plus de renouvelables, plus de nucléaire, plus d'intégration électrique en Europe. Nous ne sommes pas tous d'accord sur cet agenda, donc il va falloir relancer et démultiplier les efforts. Mais je vais être clair : plus de charbon en Europe, ce n'est pas bon pour cet agenda. Plus de dépendance fossile en Europe, ce n'est pas bon pour cet agenda. Une complexification réglementaire sur l'hydrogène, pour savoir de quelle couleur il est quand il est produit avec du bas carbone, ce n'est pas bon pour cet agenda. Je suis pour la libre circulation des électrons bas carbone en Europe. Je pense que c'est une bonne politique si on veut l'avenir énergétique européen. Plus on produira de l'électron en Europe bas carbone, plus on sera fort et indépendant. C'est la stratégie que nous devons mener. Nous aurons encore beaucoup de travail dans les capitales et à Bruxelles sur ce sujet. C'est indispensable. Il y a un travail de conviction et de réengagement avec nos amis allemands. Nous ne sommes pas d'accord sur ce sujet aujourd'hui. Je pense que c'est une vraie préoccupation et que ce serait une faute historique de nous priver de nucléaire ou de ralentir les investissements en matière de nucléaire et d'innovation nucléaire en Europe. Notre priorité ne doit pas être de nous diviser sur des modèles énergétiques différents, mais au contraire de renforcer l'intégration du réseau électrique européen, ce qui est absolument indispensable, parce qu'on va devoir électrifier de plus en plus.

Le deuxième élément, c'est d'avoir des politiques industrielles assumées. On a commencé à le faire, il faut le démultiplier, aller beaucoup plus vite et plus fort. Je vous renvoie à cet égard au discours que j'ai prononcé à La Haye sur notre nouvelle doctrine de sécurité européenne. C'est un "en même temps" auquel je crois aussi. Évidemment, il faut une politique de marché unique forte et donc, plus d'intégration, du numérique aux différents champs industriels, mais il faut une politique industrielle assumée où on aide et on investit, parce que les Chinois et les Américains le font. Aujourd'hui, si je devais résumer en une formule peut-être un peu brutale, l'Europe a tendance à surréglementer et à sous-investir, trop lentement. Une vraie politique

industrielle compétitive européenne, c'est d'avoir plus d'innovation, plus d'investissement, moins de surréglementation. Et donc de mettre en œuvre ce sur quoi on s'est engagé, mais surtout d'avoir plus de force économique européenne au niveau du continent, plus de rapidité d'exécution et de pouvoir, qu'il s'agisse de technologie verte, de l'intelligence artificielle ou autre, être en mesure de faire la compétition avec les Américains et les Chinois. On a commencé par les actes qui ont été pris depuis les expressions, peut-être un peu directes que j'avais eues en fin d'année dernière, suite à l'Inflation Reduction Act. On a eu raison de le faire. On doit aller plus vite et plus fort, parce que nous ne sommes pas encore à la page et nous sommes trop divisés en Européens.

Troisième élément, on doit avoir une politique commerciale plus réaliste. Je l'ai dit, l'Europe ne peut pas être le dernier continent qui continue à faire des accords commerciaux d'ancienne génération. Il y a deux faits nouveaux que nous devons intégrer dans notre politique commerciale : nos intérêts stratégiques et le climat. Nos intérêts stratégiques, c'est que quand les États-Unis et la Chine décident que les technologies vertes supposent de ne pas respecter les règles de l'OMC, on ne soit les derniers à le faire. On doit avoir une politique commerciale qui défend la base productive européenne. Je ne veux pas préparer une France et une Europe où on pourra seulement acheter des technologies qui sont construites ou en Chine, ou aux États-Unis. Ça n'est pas sérieux. Et donc, nous devons l'intégrer dans notre politique commerciale. On ne peut pas avoir des véhicules électriques européens qui sont taxés à 25 % quand ils arrivent en Chine, et des véhicules chinois qui sont taxés à 10 % quand ils arrivent en Europe. Je le dis avec beaucoup de respect et d'amitié pour nos amis chinois, vous connaissez, là aussi, mon approche et ma politique. La réciprocité va passer par là. Ce n'est pas de la naïveté, d'ailleurs, nous ne sommes pas respectés quand nous sommes naïfs. On doit avoir une politique commerciale cohérente avec nos intérêts stratégiques industriels. On doit avoir une politique commerciale cohérente avec nos stratégies climatiques. Ce n'est pas possible de demander à nos industriels et nos agriculteurs de respecter des normes et de négocier des accords commerciaux avec des puissances qui ne les respectent pas pour importer ce qu'on a interdit de produire chez nous. Il n'y a personne qui peut le comprendre en France. On ne peut pas défendre une telle option. C'est ce qui nourrit les populismes partout en Europe, et c'est qui est en train de préparer un agenda absolument catastrophique, qui fait monter les extrêmes, partout en Europe.

C'est pourquoi, nous continuerons d'être opposés à des accords commerciaux qui permettraient d'importer sur le sol européen, des produits qui ne respectent pas nos normes sanitaires, climatiques, qu'il s'agisse du carbone ou de la biodiversité. C'est d'ailleurs ce qui fait de nous ensuite une puissance prescriptrice en la matière. Je vous rappelle que c'est parce que nous avons poussé les premiers à l'interdiction de la déforestation importée qu'on a mis la pression sur beaucoup de puissance pour éviter d'avoir ces pratiques.

Puis, dernier point, nous devons avoir une Europe en la matière beaucoup plus intégrée et unie. Cet agenda stratégique et d'autonomie stratégique européen doit être au cœur de l'agenda européen à venir et, à mes yeux, des échéances de 2024 qui vont structurer le débat européen. Tout ce que j'évoque là, c'est une Europe plus lucide, plus souveraine, plus intégrée, plus unie. Cet agenda, il faut absolument le clarifier et il supposera des réformes structurantes. Mais vous

le voyez bien, notre indépendance et la défense de nos intérêts économiques, technologiques, stratégiques, passent par cet agenda européen porté, défendu, et, si je puis dire, accru dans les mois et les années qui viennent.

Sur le plan bilatéral, j'attends de vous principalement trois choses, au-delà des missions que vous connaissez parfaitement et que vous exercez chaque jour. Nous devons continuer de renforcer nos efforts en termes d'exportations. Vous savez que le bilan commercial de la France n'est pas bon. Il n'est pas bon, essentiellement en raison de nos dépendances énergétiques. C'est aussi pour ça que, une stratégie allant vers le bas carbone et la sortie du fossile est une bonne stratégie pour la France d'un point de vue commercial. Nous avons des grands axes forts, que nous continuons de consolider, qui se fragilisent dans la période en raison parfois des surréglementations. Il faut rester prudents sur notre bilan en agroalimentaire, mais nous devons renforcer notre politique agroalimentaire à l'export parce que, malgré l'engagement et l'investissement de tous nos producteurs, les réglementations européennes que nous avons accumulées ces dernières années sont parfois un élément de fragilité par rapport aux autres grandes puissances. Il faut être lucide à cet égard. Mais nous devons intensifier notre diplomatie économique et de soutien aux exports. Jeudi, il sera présenté un plan France Export à cet égard. Je veux remercier l'implication de toute l'équipe justement de France Export, Business France, la BPI, les CCI, l'AFD avec Proparco et l'ensemble des postes diplomatiques et des services économiques. Ce qui m'importait de dire ici c'est de continuer d'intensifier le soutien aux entreprises de taille intermédiaire, aux PME et aux startups. La French Tech est une force. Elle doit l'être aussi à l'export.

Deuxièmement, ayez aussi ce travail par filière qui a présidé aux travaux qui sont présentés jeudi parce que de plus en plus, on le voit, les grands groupes qui sont une force à l'export doivent tirer les plus petits. C'était moins un réflexe français, il faut bien le dire que chez d'autres grands Européens. Il faut le pousser, l'intensifier. On a besoin de plus en plus d'une offre intégrée, parce que dans beaucoup de pays, c'est la réponse à tel défis sur l'hydrogène qui se développe dans beaucoup de pays émergents et intermédiaires, c'est telle réponse sur un autre défi etc. Il faut que l'équipe de France soit structurée par des approches filières.

Troisièmement, ayez dans vos critères aussi les créations d'emplois en France. Cette diplomatie doit être au service de la réindustrialisation française et de la création d'emplois. Parfois, votre serviteur le premier, je me dis que j'ai passé beaucoup de temps à aider un grand groupe, c'est formidable, dont je ne suis pas sûr qu'il avait besoin de moi, et qui ne va pas créer un emploi et plus de valeur en France. C'est parfois plus utile d'aider celui qui va, à travers cette stratégie d'export, créer de l'emploi ou tel site en France parce qu'il exportera. C'est un critère qui doit être dans la hiérarchisation des choses, parce qu'on veut le bien de l'humanité, on veut y œuvrer, mais enfin on veut d'abord baisser le chômage chez nous. C'est un des objectifs que je fixe à ce plan France-Export.

Ensuite, je veux qu'on mobilise mieux à travers nos exports, nos diasporas, nos binationaux, les forces vives que nous avons dans la Nation. Avec Choose Africa, on a bâti des mécanismes, impliquant aussi tous les acteurs qui sont ici présents pour aider des diasporas africaines

présentes en France, à investir et à porter leurs projets entrepreneuriaux sur le territoire africain et à bâtir beaucoup plus de projets. Ceci doit être au cœur de tous les postes présents en Afrique. Et puis avec le Fonds Maghreb, nous avons déployé là aussi une approche pour que tous les binationaux puissent multiplier les projets des deux côtés de la rive Méditerranée. C'est pour moi un projet au cœur aussi de notre stratégie Export qui doit être promu, poussé. Ces deux éléments ne doivent pas être vus comme anecdotiques ou secondaires.

Deuxième élément clé sur le plan bilatéral, ce sont les nouveaux investissements et la stratégie d'attractivité. Je serai très court à cet égard, je sais que plusieurs campagnes vous ont été présentées ce matin. Choose France est un rendez-vous qui fonctionne bien. Depuis quatre ans, nous sommes le pays le plus attractif d'Europe. On doit renforcer nos efforts, consolider cette politique. Elle passe évidemment par tout le travail qu'on fait au national, mais je compte aussi sur votre mobilisation. La prochaine édition se tiendra en mai 2024. Là aussi, on doit continuer, parfois en mettant l'accent sur tel ou tel pays ou région ou tel ou tel vertical. Je pense que c'est très important de bien préparer ces rendez-vous avec tous les postes.

Et puis dernier point sur le plan bilatéral sur lequel je voulais insister, c'est la sécurisation de nos intrants. On doit intégrer dans la feuille de route diplomatique économique les aspects de terres rares, matériaux rares, minéraux critiques. Suite à la mission qui avait été confiée à Philippe VARIN, on a un délégué interministériel qui est en charge de ce sujet, Monsieur GALLEZOT. C'est très important que la feuille de route soit claire pour tous les postes et qu'on l'intègre à nos diversifications. À cet égard, c'est une aberration que j'étais le premier président français à aller en Mongolie quand on voit ce que ça a en potentiel sur certains de ces matériaux critiques. Il y a dans beaucoup d'autres pays la même chose. Donc on doit avoir cette cartographie et, à travers notre diplomatie, les déplacements ministériels, notre diplomatie parlementaire, renforcer les liens qui sont clés avec les pays qui nous permettent, justement, de sécuriser l'accès à ces matériaux, minéraux ou terres rares, parce que c'est un élément de la diversification de beaucoup de nos productions, et donc de notre indépendance.

Parler d'indépendance et de nos intérêts me conduit enfin à conclure sur ce deuxième volet sur l'immigration. C'est un sujet qui est toujours délicat quand on en parle dans un cadre diplomatique et qu'on est président de la République, parce qu'on a l'impression, au fond, qu'on nous conduirait à jouer deux airs différents : l'air national et l'air international. Et d'ailleurs, c'est nos propres difficultés d'organisation qui nous conduisent à ne pas être suffisamment bien organisées et efficaces en la matière. Et c'est vraiment ce que j'ai demandé aux ministres de l'Intérieur et des Outre-mer et à la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères en la matière et je les remercie pour l'amélioration du travail qui a été conduit ces derniers mois.

Qu'est-ce qu'on veut en termes d'immigration ? D'abord, nous voulons contrôler nos frontières, celles de Schengen, et au sein de Schengen ensuite nos frontières intérieures quand il y a des risques qui le justifient, ce que prévoient nos traités et ce que nous faisons d'ailleurs dans un contexte de risque terroriste. On veut réduire le flux non maîtrisé et évidemment lutter contre les passeurs et l'immigration clandestine. Et on veut lutter contre toutes les formes de non-coopération au sein de l'Europe qui conduit à faire exploser notre organisation intérieure sous

l'action de passeurs clandestins qui contournent le droit d'asile et qui viennent en quelque sorte thromboser notre organisation. Ce qui fait que nous avons des délais qui sont insoutenables, des gens qui restent trop longtemps sur notre territoire et alors même qui sont venus de manière illégale par des passeurs et qui doivent être reconduits chez eux, et quand l'instruction est faite au bout de 18 mois, on ne peut pas les reconduire. Je résume très rapidement les turpitudes que nous vivons depuis des années. Nous voulons le faire dans un cadre qui respecte nos principes et nos valeurs, le droit d'asile et la protection des combattants et combattantes de la liberté, les migrations économiques voulues et les regroupements familiaux dont on parle souvent beaucoup en oubliant que l'essentiel de ces derniers sont liés à beaucoup de Françaises et de Français qui épousent des non-français et qui veulent les faire revenir - quand on regarde la réalité des chiffres. Donc derrière ça, il faut être beaucoup plus efficace, plus résolu mais aussi plus clair. Un texte de loi va arriver, on a une action européenne qu'on a engagée sous présidence française et qui va dans le bon sens - le sommet de Tourcoing nous avait permis justement de renforcer les mécanismes de protection de nos frontières communes. Nous allons poursuivre cet effort.

Mais je voulais insister sur deux points à cet égard parce qu'en même temps que cet effort, nous voulons évidemment garder notre attractivité, c'est-à-dire permettre la circulation des talents. Je dis bien circulation, c'est-à-dire attirer les meilleurs étudiants mais leur permettre ensuite d'aller servir leur pays et d'aller venir, c'est ça la logique du partenariat. Nous voulons continuer d'avoir les meilleurs chercheurs, les meilleurs entrepreneurs, les plus grands artistes et de rayonner, donc on doit être une puissance ouverte. Comment tenir les deux ? En ayant des objectifs clairs et des instruments qui fonctionnent. Alors pour cela, le premier point, c'est que nous devons mettre en œuvre le rapport Hermelin sur la politique de visas. Je le dis parce qu'il fait un peu le post-mortem de ce que nous n'avons pas bien réussi à faire lorsqu'on a décidé de durcir notre politique de visas à l'égard d'États qui ne jouaient pas totalement le jeu sur la question migratoire. On l'a fait, ça a gêné beaucoup de familles qui en fait alimentaient le lien et la relation, qui n'avaient rien à voir avec le non-respect de ces politiques migratoires. Ça a un peu gêné ceux qui entretenaient les liens et ça a détérioré notre réputation et notre image, sans beaucoup améliorer notre efficacité, si je fais un peu le bilan de ce qu'on a fait. Néanmoins, ça ne veut pas dire qu'il faut aller vers le laxisme. Non, on doit avoir une politique de rigueur mais qui nous permet de conditionner de manière intelligente et de simplifier notre politique de visas quand on est avec des gens qui font vivre la relation bilatérale et qui sont bien connus. En somme, comme souvent, on n'est pas assez efficace avec les réseaux de délinquants et on crée trop de turpitude à l'égard de ceux qui aiment la France et qui font vivre la relation bilatérale. C'est ça qu'il faut changer.

Le deuxième élément, c'est que nous devons avoir une politique européenne clarifiée, c'est ce à quoi nous sommes en train de nous atteler, en matière de contrôle et de conditionnalité de nos aides et de nos politiques de visas au niveau européen et de Schengen, parce que tout ça ne marche pas si on a des partenaires au sein de Schengen qui ne l'appliquent pas, ce que nous avons aussi vécu au moment où nous avons durci nos conditions, quand certains voisins ont eu, libéralisé les mêmes conditions, permis des entrées sur le territoire de Schengen. Donc il faut que cette politique soit européenne, au moins dans le cadre de l'espace Schengen, et c'est

exactement le débat que nous allons avoir dans les prochains mois. Voilà l'équilibre qui n'est pas une ambiguïté, qui est le refus d'une espèce d'esprit de facilité : nous voulons continuer d'être une puissance attractive et ouverte, mais nous voulons lutter contre l'immigration clandestine, les réseaux de passeurs, et ce qui nuit aujourd'hui à la quiétude et la sécurité dans certains quartiers ou certaines zones de notre pays. Et donc politique européenne, politique de visas et aussi politique française : ce sera le cadre d'un texte de loi qui sera présenté, en tout cas qui poursuivra son chemin parlementaire dans les prochaines semaines sous l'autorité du ministre.

Troisième élément sur lequel je voulais revenir, c'est notre rôle de puissance partenariale de confiance. Je suis revenu l'année dernière, ces années précédentes, sur ce que nous avons appelé un multilatéralisme efficace et dans ce contexte le rôle de la France comme puissance d'équilibres. Notre défi, on ne doit pas en prendre la charge seule, c'est que dans ce monde de plus en plus fragmenté, on a besoin de plus de coopération internationale et d'éviter une partition du monde dans ce duopole, et en quelque sorte l'éclatement du monde dans une fragmentation. À cet égard, je veux que nous renforçons notre action autour de quelques éléments justement de partenariats auxquels je crois très profondément, qui tout en défendant nos intérêts, nos principes et ceux de la souveraineté, nous permettent de dialoguer avec chacune et chacun.

D'abord, le renouvellement de nos partenariats géographiques. Je vais être très rapide parce que sur le premier, je me suis déjà exprimé beaucoup de fois, c'est l'Afrique. J'ai évoqué l'Afrique sur la question sécuritaire. Mais depuis le discours de Ouagadougou en novembre 2017, jusqu'à la conférence tenue ici le 27 février dernier ; à travers les différentes prises de parole que j'ai pu donner et l'important Sommet de Montpellier qui a pu parfois, pour certaines ou certains, paraître baroque : je pense qu'il est quintessenciel de la nouvelle méthode que notre partenariat avec l'Afrique doit reposer sur un changement profond d'objectifs, de méthodes et d'interlocuteurs. Nous avons encore trop tendance à ne parler qu'avec les capitales et les gens au pouvoir. Évidemment qu'il faut le faire comme partout, c'est le travail d'ambassadeur et d'ambassadrice ; mais sans doute plus qu'ailleurs, il faut parler, renforcer le lien avec la société civile, les oppositions et toutes les expressions des forces vives. C'est absolument indispensable. Si nous avons été pris à revers sur le continent africain, c'est que nous avons un dispositif par trop posé et tellement en intimité avec celles et ceux qui étaient au pouvoir qu'il finissait par n'en pas voir le reste de la société. Et à un moment donné, quand la société bouge, on n'a plus de capteurs, c'est une réalité. Quand je vois les montants d'investissement solidaire, de partenariats, la force des équipes que nous avons dans beaucoup de ces pays, ce n'est pas acceptable. Donc on doit sortir beaucoup plus des sentiers battus et renforcer le travail avec les sociétés civiles, avec tous les partenaires, avoir un agenda beaucoup plus sur école, santé, agriculture, climat, et donc les fondamentaux de l'investissement solidaire que nous avons défini, dans le cadre du Conseil présidentiel. Sortant d'ailleurs aussi des priorités uniquement géographiques qui créent des effets de résilience, d'habitude, et au fond, le gâteau avalé n'avait plus de saveur. Et finalement, on faisait une politique dont les gens ne voyaient pas et comprenaient pas que c'était la France, ils ne nous disaient pas merci. Il faut quand même mettre lucide, on voit aujourd'hui que le sentiment anti-français est largement manipulé par des réseaux

des néo-impérialistes en Afrique, mais il y a aussi beaucoup d'endroits où on ne sait pas que c'est la France qui fait ceci ou cela.

Donc, on doit renforcer notre lien avec les sociétés civiles et tous les acteurs, y compris ceux qui peuvent paraître comme étant les plus marginaux. On doit renforcer dans nos verticaux les points que je l'ai évoqué. On doit avoir une approche beaucoup plus par la formation, le développement économique et renforcer aussi notre action par la culture, le sport et tous ces leviers. A cet égard, je veux souligner l'importance qu'avait eu la saison Africa 2020 qui, de l'innovation, la technologie en passant par la culture, avait complètement changé, je crois, le regard croisé que nous avons avec le continent. Nous aurons Africa Création à Paris les 6, 7, 8 octobre, qui est un rendez-vous très important sur lequel je demande la mobilisation de tous les postes en Afrique. Et je veux que nous finalisons dans les six mois la mise en place de la Maison des mondes africains qui est un projet très important aussi à cet égard. Dans le cadre de cet effort et de ce partenariat, je vous incite vraiment à poursuivre ce changement de méthode pour aller beaucoup plus loin pour à la fois avoir plus d'influence, plus d'efficacité, renforcer les liens.

Je veux insister sur notre agenda en soutien et au service de la démocratie en Afrique. Sur ce sujet, nous avons une difficulté qui est notre passé. On l'a digéré, je le dis, à Ouagadougou. Moi, je suis né après toutes les décolonisations. Et on ne peut pas dire : le continent africain, c'est formidable, c'est un continent très jeune. 70 % de ce continent est né après les décolonisations, même plus que 70 % et continue à avoir un dialogue complètement complexé par le post-colonialisme. C'est une manipulation. Il faut quand même être lucide. Nous, on ne doit pas tomber du côté de la facilité, des habitudes, d'un post-colonialisme qu'on a nourri après colonisation. Mais on doit assumer d'avoir une vraie politique de soutien de la démocratie. Et à cet égard, l'initiative d'Achille MBEMBE, le fonds que nous avons mis en place et son action très ouverte, sont un élément important sur lequel il faut s'appuyer. Alors, il faut s'appuyer de manière intelligente, c'est-à-dire partenariale, pas en la digérant ou en la francisant, mais en acceptant qu'elle est ouverte et au service de tous. Comme sur beaucoup d'autres points, nous voulons que notre politique suive cette philosophie. Et je pense que c'est très important.

Deuxième élément de partenariat géographique sur lequel je voulais insister, c'est l'Indopacifique. Depuis mai 2018, nous avons une stratégie sur cette région, parce que nous sommes une puissance Indopacifique, parce que nous avons un million et demi d'habitants dans cette région et 8 000 militaires. Alors, notre politique Indopacifique, je vais en rappeler les termes à la fois pour nous, pour nos partenaires de la région et plus largement. C'est une politique d'exigence et d'engagement avec la Chine. J'ai eu l'occasion d'avoir plusieurs discours sur la Chine, je ne reviendrai pas davantage ici. Nous avons fait un voyage, je pense, qui était important il y a quelques mois en Chine à cet égard.

La France n'a pas une politique d'hostilité à la Chine. Nous avons une politique d'engagement, nous voulons améliorer les termes de l'échange sur le plan économique, on considère que c'est un grand partenaire sur le plan technologique et autre. Nous savons que les sujets de paix et de climat, pour n'en citer que deux, ont besoin de la Chine pour avoir une solution. Nous sommes

lucides sur ces évolutions politiques et ce qui nous différencie qu'il s'agisse des principes ou d'autres points. Et donc, c'est une politique d'exigence et d'engagement. Je le dis parce que nous sommes à l'aube d'une année importante puisque 2024 marquera les 60 ans de nos relations diplomatiques et des points de rendez-vous sur beaucoup de notre agenda. Et donc, il faut poursuivre cette ligne qui, je pense, est une ligne pragmatique. Je le dis parce que nous, nous n'avons jamais eu de naïveté, nous n'avons jamais été dans des formats, je dirais, de complaisance avec une politique chinoise plus conquérante. Et nous avons toujours dit, avec beaucoup de respect, mais d'exigence aussi, ce qu'il allait avec l'autonomie stratégique.

Nous sommes le premier pays européen à avoir dit sur les technologies de communication : c'est un sujet de souveraineté nationale. On ne vous laissera pas déployer certains composants. On l'a fait de manière respectueuse. Ensuite, on a européanisé cette approche. C'est cette ligne qu'il faut garder. Et donc, notre partenariat indopacifique, c'est de se battre pour un Indopacifique libre, ouvert, en paix. Notre grammaire est de préserver la liberté de la souveraineté sans esprit de conflictualité, mais en réinvestissant d'un point de vue militaire notre présence, en réinvestissant les exercices conjoints, ce que nous avons encore fait l'été dernier, en nous appuyant sur nos territoires ultramarins. Je pense que c'est un élément très important de notre politique indopacifique.

C'est à travers la Polynésie française, la Nouvelle Calédonie, Wallis et Futuna, La Réunion, Mayotte, nos Terres Australes et antarctiques françaises, avoir justement une proche qui valorise ces présences stratégiques et qui déploie des coopérations. C'est ce que nous avons annoncé encore à Nouméa il y a quelques mois sur académie militaire conjointe et des déploiements. C'est ce que nous faisons en Polynésie Française sur des aspects d'infrastructure ou économique. C'est ce que nous faisons à la Réunion sur nos partenariats régionaux dans l'Océan Indien et une diplomatie intégrée. Et donc, le partenariat indopacifique nous a permis, on l'a encore vu cet été, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en passant par le Vanuatu, de complètement reconvoquer la relation, parce que vous avez beaucoup d'États de la région qui ne veulent pas être enfermés, en quelque sorte, dans le choix entre les États-Unis et la Chine. Cette politique d'un partenariat ouvert, non soumis, non équidistant, je prends toujours cette précaution, parce qu'après j'ai toujours plusieurs chroniques ou commentaires qui disent que je suis équidistant entre les États-Unis et la Chine. Je ne vais pas vous refaire tout le chapitre : ce sont nos alliés, nous partageons les mêmes valeurs et on n'a pas la même relation avec la Chine.

Ce que comprennent les partenaires de la région et j'ai pu le tester c'est cette troisième voie. Alors, il y a plein de gens qui détestent. Moi, j'aime bien et mes interlocuteurs comprennent bien, c'est efficace. Donc, les gens de la région, ils aiment bien qu'on leur dise qu'avec la France, ils ont un grand pays qui est une puissance diplomatique, militaire et économique, alors, qui, certes, n'est pas une grande puissance démographique, qui se fait diluer dans le monde actuel, mais enfin, qui est fer de lance en Europe, parce que le pays a des partenaires fiables, et qui vous propose une alliance qui n'est pas conflictuelle avec la Chine, mais qui n'est pas non plus de tout lui céder. C'est une voie d'avenir cette politique. Croyez-en, mon expérience, c'est une forme de bon sens. Et donc, il faut avoir un agenda militaire, humble, à proportion de ce que nous sommes, un agenda diplomatique, un agenda climatique, économique, culturel, qui est

extrêmement fécond et qui s'appuie aussi sur nos territoires ultramarins. Et c'est aussi pour ça qu'il faut beaucoup plus engager dans notre diplomatie régionale, nos collectivités ultramarines de toute la région. Je pense que c'est un point absolument clé.

C'est le même esprit que je veux que nous développons, d'ailleurs, aux Caraïbes, comme en Amazonie. Dans les Caraïbes, je me félicite que la Martinique ait rejoint CARICOM. On va tout faire pour que la Guadeloupe puisse faire la même chose. C'est une très bonne manière de construire des partenariats régionaux et une intégration dans cet espace. En Amérique latine, alors, j'ai entendu beaucoup de commentaires sur les sommets de cet été en Amazonie, mais il se trouve qu'aujourd'hui, nous ne sommes pas partis du traité. Donc je voulais bien y aller, être le seul chef d'État européen, à côté d'ambassadeurs européens pour aller expliquer comment on finance l'Amazonie. Nous, on a une puissance amazonienne à travers la Guyane. Donc je le dis, solennellement, la France est candidate à rejoindre l'organisation du traité de coopération amazonienne et d'y donner toute sa place et d'ailleurs d'y avoir une représentation associant étroitement la Guyane française. C'est très important et nous devons jouer notre diplomatie à travers nos territoires ultramarins. Et donc, je souhaite vraiment que le Brésil et toutes les puissances de la région puissent accepter notre demande de candidature et nous permettent d'intégrer ce format.

Puis, je pense que nous devons repenser très profondément nos partenariats au Maghreb et en Méditerranée. Je pense, en effet, que nous avons ces dernières années, déployé avec les sociétés civiles, je l'évoquais pour l'Afrique, mais aussi avec le Maghreb, beaucoup d'initiatives. Le Sommet des Deux-Rives, la saison culturelle qui s'organise pour 2026, des multiples partenariats de culture et d'entrepreneuriat. Mais, soyons lucides, les relations bilatérales ne sont pas au niveau où elles devraient être. Je ne vais pas ici en reconvoquer chacune : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, mais également d'autres pays du Proche et Moyen-Orient. Alors, c'est dû à quoi ? Il y a à chaque fois beaucoup de discussions. Je ne peux pas dire que ce soit un manque d'engagement avec beaucoup d'entre eux de la France, y compris dans les efforts que nous avons pu faire sur les questions de mémoire ou les questions économiques. Il y a aussi une crise de la région et de son organisation où les inimitiés ne sont pas absentes. Il y a des difficultés multiples et hétérogènes. Et donc, au-delà de ce qu'on nous a fait avec les sociétés civiles, nous allons prendre plusieurs initiatives bilatérales. Je souhaite réengager avec plusieurs de ces pays, dans les mois qui viennent. Consolider ce que nous avons fait avec la Conférence de Bagdad, qui est très structurante pour le Proche et Moyen-Orient et je souhaite que, d'ici la fin de l'année, sur l'autorité de la ministre, soit consolidé un agenda de relance intergouvernementale avec toute la région ou plus largement.

Mais on voit bien que les questions d'environnement, de climat, de coproduction doivent nous permettre de repenser un agenda régional sur des termes différents que ceux dans lesquels nous vivons. Mais au-delà de cette approche géographique, quand je dis faire de la France une puissance partenariale de confiance, c'est aussi prendre des risques en matière de gouvernance internationale. En effet, il y a une crise de cette gouvernance internationale, c'est ce que j'expliquais dans mon propos introductif, parce qu'il y a une contestation de plus en plus du Conseil de sécurité des Nations Unies, du FMI, de la Banque Mondiale, etc. Je l'ai évoqué tout

à l'heure dans des termes très directs, c'est ce que j'entends partout. Il suffit d'ailleurs qu'on ouvre la fenêtre pour avoir à ce moment-là un déferlement.

Et certains en jouent, il faut être lucide. Les pays du Golf, aujourd'hui, nous regardent, nous disent, vous êtes là avec vos principes, vos droits, vos règles, vos critères du FMI. Vous êtes qui ? Un vieux continent, déclinant démographiquement, dépendant énergétiquement, incertain technologiquement. Nous allons travailler avec l'Inde et la Chine, moins exigeantes que vous, et beaucoup de pays pauvres en développement qui préfèrent notre agenda. On les ennuie moins avec nos critères. C'est ce qui se passe dans beaucoup de pays où vous représentez la France. Quand on n'arrive pas à trouver de l'argent au FMI, on va les chercher maintenant, dans des puissances du golf ou d'ailleurs, ou chez certaines autres poches profondes qui proposent un autre agenda avec d'autres critères, d'autres valeurs. Je ne surestime pas ce qu'a signifié le sommet de BRICS+. Je n'ai pas vu des gens frapper à la porte du G20. C'est l'Union africaine que nous allons prendre. Mais ça nous dit quelque chose, du fait que si nous ne savons pas réformer les structures qui sont aujourd'hui les nôtres, qui portent le droit international et des règles qui, me semble-t-il, sont bonnes. Le risque, c'est que, s'engouffrent des manœuvres de déstabilisation et donc cette partition du monde que j'évoquais.

Donc, mon premier point à cet égard, si nous voulons être des partenaires de confiance - je veux que vous me fassiez des propositions et que nous ayons de l'audace pour être les acteurs d'une réforme profonde de la gouvernance mondiale. En particulier, le FMI et la Banque mondiale, nous devons en réformer la gouvernance. Ce n'est plus possible, qu'il y ait autour de la table, des systèmes qui soient essentiellement déterminés par les adhérents au bureau et que ce ne soit que les pays riches. Si on ne réinclut pas beaucoup de ces pays, qui aujourd'hui n'y sont pas, alors nous laisserons créer un ordre alternatif et nous irons vers la marginalisation de notre propre système. On doit aller vers plus d'efficacité de ce système, mais aussi on doit en réformer la gouvernance.

Ensuite, je souhaite que nous travaillions en Européens — et je vais le proposer à quelques chefs d'Etat et de gouvernement — à des formats nouveaux avec l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud. Nous ne devons pas nous enfermer dans les formats existants. Et je pense qu'il est très important avec les grandes puissances émergentes, et ceux qui les portent, de créer des formats nouveaux et de regarder les éléments de gouvernance internationale et l'agenda climatique, énergétique, au-delà des relations que nous avons avec les États-Unis d'une part, avec la Chine d'autre part, et les structures dans lesquelles nous sommes. Donc, nous devons avoir de l'audace, et je suis preneur de toutes vos suggestions en la matière.

À cet égard, nous avons commencé un chemin très structurant, et je veux qu'il pave le chemin des mois et des années à venir, avec la réunion qui s'est tenue, en juin dernier à Paris, le Pacte de Paris pour les peuples et la planète. Notre sommet pour un Nouveau pacte financier international à Paris, a donné lieu à cette déclaration que nous avons appelé les 4P. Ça tombe bien, ça marche aussi dans la langue de Shakespeare comme dans la langue de Molière. Je crois beaucoup à ce que nous avons bâti, parce que nous l'avons bâti, d'abord, en concevant l'agenda avec des pays pauvres, en développement, à revenu intermédiaire, émergents. On a dit, au fond,

il y a 4 principes simples. On ne doit pas avoir à choisir entre la lutte contre la pauvreté et la lutte pour le climat. Ça détend tout le monde, parce qu'ils avaient quand même tous le sentiment qu'on leur donnait des leçons pour savoir comment respecter notre agenda sur le climat, sans davantage les aider pour lutter contre la pauvreté.

Deuxièmement, le chemin suivi est un chemin national. Il n'est dicté ni à Bruxelles, ni à Washington, ni dans quelques enceintes. Et donc on construit des partenariats pour soutenir une trajectoire nationale. Troisièmement, on a besoin d'un choc concessionnel, il faut plus d'argent public, ce qu'on a fait pour nous-mêmes, mais on doit pousser partout l'agenda. Et c'est ce que nous avons fait avec une mise sous tension de la Banque Mondiale et du FMI, qui a donné lieu à des annonces et des nouvelles lignes directrices lors de ce sommet, et que nous allons devoir décliner, parce qu'il est clair qu'on ne peut pas résoudre l'agenda de lutte contre la pauvreté et pour le climat, si on ne met pas plus d'argent. Quatrième point, il faut beaucoup plus d'argent privé et il faut donc avoir un effet de levier de notre action beaucoup plus fort. Cela vaut pour toutes nos banques de développement, nos banques multilatérales et nos Institutions. S'il n'y a pas d'effet de levier, il y a souvent un effet d'éviction. Et donc, mobiliser l'argent privé est indispensable sur cet agenda. Notre agenda, ces 4P, est ce qui doit structurer notre action dans les prochains mois. C'est au fond, la construction d'un nouveau consensus international public et privé autour de cet agenda : pauvreté, climat, biodiversité. Alors, je souhaite qu'il puisse scander les prochains rendez-vous qui se tiendront.

Nous aurons le Forum de Paris sur la Paix, les 10-11-12-Novembre, qui permettra un point de rendez-vous sur ce sujet et consolider. On va mettre en place une petite équipe de suivi, en mobilisant aussi des chefs d'État et de gouvernements représentant tous les pays concernés, parce que ça ne doit pas être une initiative strictement parisienne. Et nous aurons un point de rendez-vous, lors du sommet que nous organiserons juste avant les Jeux olympiques et paralympiques, où nous avons un sommet, justement, du développement durable olympique, en juillet 2024 à Paris, et avec au cœur de l'agenda, les 4P. Ceci est absolument indispensable à mes yeux.

Alors, cet agenda sera scandé aussi par plusieurs initiatives que je voulais ici rappeler. Nous devons continuer, en effet, à fédérer sur cet agenda de manière très concrète. Notamment à la demande du Programme Alimentaire Mondial, le premier sommet pour l'alimentation scolaire qui se tiendra les 18 et 19 octobre prochain. La France l'organise, l'abrite, et donc on va mobiliser la planète entière sur cet agenda très important. Nous parrainerons aussi la reconstitution du Fonds international pour le développement agricole, les 14 et 15 décembre prochain à Paris, avec un objectif de 2 milliards ce qui, là aussi, est très important dans le cadre de la crise alimentaire que nous connaissons. Il vient servir l'initiative FARM que nous avons pris dès les premiers jours de la guerre en Ukraine, en particulier pour renforcer les capacités de production des pays en voie de développement ou à revenu intermédiaire. Vous le voyez, ce partenariat de confiance passe par cette initiative des 4P et les jalons que je viens de situer qui sont, à mes yeux, indispensables.

De manière concrète, au-delà des rendez-vous que j'évoquais, évidemment, nous continuerons de décliner notre agenda climatique, en liant toujours climat et biodiversité qui sont absolument inséparables, mais avec, là aussi, plusieurs rendez-vous qui vont marquer les prochains mois. Évidemment, la COP 28 sera le rendez-vous clé, en fin d'année. Alors que tous les signaux d'une crise climatique aggravée se multiplient, c'est notre capacité maintenant à avoir des résultats qui est là. Et ce qui se passe sur le climat est totalement illustratif de ce que je vous dis depuis tout à l'heure. On voit certains émergents utiliser en quelque sorte l'argument politique, c'est la responsabilité des Occidentaux, et donc, on ne va finalement pas faire trop d'efforts. Et là où il y a beaucoup d'argent à mobiliser chez certains émergents ou chez certains États ou aujourd'hui bénéficiant de la manne des hydrocarbures, il y a un sous-investissement parce qu'en quelque sorte, il y a une forme de diplomatie du ressentiment ou de la stigmatisation à l'égard des Européens et des Américains. Il ne faut absolument pas céder à ça, mais ça passe par ce réengagement et ce partenariat de confiance, et en particulier sur le thème du climat. Dès la rencontre qui sera organisée par le Kenya dans quelques semaines, et je salue l'engagement du président RUTO. La France, évidemment, sera à ses côtés.

Nous allons, justement, décliner le Pacte de Paris pour les peuples et la planète et mettre en place, dès le sommet de Nairobi et pour la COP 28, des options de financement nouvelles, mobilisation banque mondiale, FMI ensemble, des multiplications d'instruments plus simples et plus rapides, et mobilisation du secteur privé. Ensuite, nous devons bâtir de nouvelles ambitions sur le plan énergétique. La France portera un agenda très clair avec des échéances de sortie du pétrole et du charbon, parce que c'est là-dessus qu'il faut concentrer l'effort. Au fond, le cœur de la bataille doit être la réduction partout de la dépendance au pétrole, mais surtout la réduction de la dépendance au charbon, en particulier chez les grands émergés. Je vous renvoie, je l'ai déjà convoqué à plusieurs titres, mais il y a un très bon schéma fait par l'AFD qui montre l'impact. Il faut arrêter d'aller surinvestir politiquement sur des petits projets dans les pays en voie de développement ou les pays à revenus intermédiaires où on met parfois beaucoup de pression politico-médiatique. Le cœur de la bataille, c'est que les grands émergents sortent du charbon. C'est ça le cœur de la bataille pour les 10 prochaines années. Et donc, on doit redoubler d'efforts. C'est ce que nous avons engagé, je crois, avec beaucoup de force à travers nos partenariats de transition juste, dits JETP, Afrique du Sud, Indonésie, Vietnam, Sénégal. Et donc, nous allons continuer la déclinaison de ces accords, mais on va surtout maintenant mettre plus d'impact sur pétrole-charbon.

Nous devons aller plus loin en partenariat avec ces grands pays émergents sur le stockage du carbone, les énergies renouvelables, l'hydrogène vert et le nucléaire. Ensuite, il y a tout le travail sur la biodiversité et la préservation des forêts, qui sont tout à la fois des puits de carbone, des trésors de biodiversité. Et ces forêts tropicales et forêts primaires sont un point d'effort depuis plusieurs mois de notre diplomatie. Nous avons lancé, avec le One Forest Summit de Libreville en mars dernier, une action diplomatique qu'on avait commencée à Charm-el-Cheikh, qui est absolument indispensable, qui est au fond de dire sur 14 % de la surface de la planète, qui, essentiellement, Amazonie, forêt du bassin du fleuve Congo et Asie du Sud-Est, on a donc 14 % des forêts primaires et des forêts tropicales les plus précieuses. On a 90 % des écosystèmes pour les espèces vertébrées connues et 75 % du carbone irrécupérable. Et là, on a créé tous les

mécanismes de la Terre pour faire de la reforestation. On ne valorise pas la préservation de ces espèces. Et vous le voyez, à chaque fois qu'on déforeste sur ces zones, on recule énormément, parce qu'on libère du carbone irrécupérable massivement, on détruit des écosystèmes pour la biodiversité qui sont souvent eux aussi totalement irrécupérables et on fait une marche arrière, pardon, terrible.

Donc on a bâti une méthode nouvelle. On va la finaliser pour la COP 28 avec la valorisation des crédits biodiversités et d'un meilleur fonctionnement du marché carbone. On a mis en place des partenariats de conservation qu'on a commencé à décliner avec le Gabon, avec la Papouasie Nouvelle-Guinée, à l'été dernier, avec la mobilisation de financements publics et privés pour préserver ces espaces en lien avec les peuples autochtones. Et nous allons le poursuivre, c'est ce que nous voulons faire aussi en Amazonie, à travers notre propre territoire, mais aussi nos principaux partenaires, en particulier le Brésil.

Enfin, en matière climatique, il y a tout le travail sur les océans, qui est un enjeu fondamental, là aussi pour le climat, mais aussi pour la biodiversité et la souveraineté. Ces derniers mois ont été marqués par des avancées très importantes, l'accord BBNJ pour la très haute-mer et les négociations sur le plastique, et la France y a joué un rôle clé. Je félicite toutes les équipes de négociations en la matière, puisque ces accords étaient bloqués depuis bien longtemps et nous avons su, par en particulier les discussions avec le G7 et d'autres, marquer des avancées historiques. Tout ça prépare le chemin vers la conférence des Nations unies sur les océans que nous accueillerons à Nice en juin 2025 et que nous coorganisons avec le Costa Rica. C'est un rendez-vous qu'il faut préparer dès maintenant, parce qu'il y a une diplomatie des océans à bâtir, comme nous avons commencé à avoir une diplomatie des forêts. Et ce sont des leviers extrêmement importants d'abord parce qu'ils parlent aux gens, parce qu'ils construisent justement des truchements nouveaux. Nous sommes beaucoup plus crédibles que nos concurrents, et je crois qu'ils nous permettent de mobiliser notre diplomatie de manière à la fois innovante et efficace.

Enfin, je veux qu'on mobilise ces partenariats au niveau de coopération et de confiance pour deux derniers sujets. L'un, je dirais très vite, c'est évidemment la lutte contre les inégalités internationales et pour une fiscalité internationale plus juste. Nous devons aller au bout du travail fait ces dernières années pour l'impôt minimal et la taxation numérique. Le travail n'est pas fini et il faut continuer d'engager avec les éléments bloquants sur le plan international et, évidemment, la technologie, en particulier l'intelligence artificielle. Ces dernières années, nous avons été au cœur de vraies innovations diplomatiques. Avec les sommets *Tech for good*, on a commencé à avoir une vraie forme nouvelle d'approche partenariale. On a mis autour de la table des États, des ONG, des entreprises, et toutes les parties prenantes de ce qui fait la technologie, qui s'est cristallisée à partir de l'appel de Christchurch en mai 2019, qui s'est tenu ici même et qui maintenant se décline de manière suivie. Et je veux saluer vraiment le partenariat avec nos amis néo-zélandais. Nous devons suivre le fil de ce partenariat qui nous a permis le retrait en une heure des contenus terroristes. On doit continuer le travail pour la lutte contre les contenus haineux, les manipulations de l'information et avoir au fond un ordre public numérique. C'est absolument indispensable. Nous l'avons complété par une initiative en novembre dernier pour

la protection des enfants en ligne, qui est clé, et que nous tiendrons justement pour son deuxième rendez-vous lors du forum de Paris sur la paix.

C'est exactement la même méthode, celle du processus multi-acteur, que nous voulons avoir pour l'intelligence artificielle. Nous essayons de construire un schéma commun en franco-allemand puis le G7 s'en est saisi à Hiroshima. L'Europe a commencé à réguler ; le défi qu'est le nôtre, c'est d'investir davantage en européens pour être compétitifs par rapport aux américains et aux chinois et donc d'avoir d'abord un agenda d'investissement et de compétitivité et de penser tout de suite la régulation et de la penser à la bonne échelle. La régulation de l'intelligence artificielle ne peut bien se faire qu'à l'échelle internationale. Nous ne pouvons pas régionaliser sa régulation. Ce serait une erreur, parce que si l'Europe va trop vite et trop loin en termes de régulation dès maintenant, alors même que nous ne sommes pas une puissance motrice aujourd'hui, nous prenons un grand risque. Ensuite, parce qu'il y a partout un réveil sur la nécessité de régulation et donc nous devons engager avec cela et, en quelque sorte, prendre l'initiative. Les britanniques ont fait un premier sommet qui est important, auquel la France sera représentée début novembre.

Lors du Forum de Paris sur la Paix, nous tiendrons justement un sommet important sur la régulation et le G7 a décidé que les instances de régulation seraient installées à Paris. En effet, le partenariat mondial pour l'intelligence artificielle qui s'est créé sous présidence canadienne du G7, que nous avons consolidé à Biarritz sous présidence française, à son bureau adossé à l'OCDE. Et c'est une chance : l'OCDE, le partenariat mondial pour l'intelligence artificielle, l'UNESCO dans ses dimensions culturelles et éthiques, doivent être des lieux de pensée et de conception d'une régulation de l'intelligence artificielle, et Paris en est de manière naturelle la capitale. Mais il faut le faire dès maintenant en association très étroite avec tous les partenaires et dans une approche multi-acteurs que j'évoquais. On doit penser à une régulation dès la conception des instruments, *by design* comme on dit en bon français, et la plus large possible, dans une approche comme sait le faire l'OCDE, très inclusive pour être efficace et aussi par cas types, c'est-à-dire la lutte contre les manipulations de l'information, les productions les plus sensibles. C'est un agenda clé pour nous sur lequel nous suivrons cette méthode.

Donc vous le voyez, tous ces partenariats sont clés, et je ne suis pas exhaustif sur la méthode à avoir. L'un des derniers que nous tenterons de déployer lors du Forum de Paris sur la Paix, ce sera notre agenda pour les pôles, où nous tiendrons une réunion à la fois scientifique et diplomatique pour justement essayer de reconsolider la stratégie internationale que nous devons avoir pour le pôle Nord et pour le pôle Sud.

Enfin, et je conclurai sur cela, tout cela est évidemment servi et accompagné d'un agenda de rayonnement et d'influence. Vous le connaissez, il est au cœur de votre approche de ce que nous faisons depuis des années, parfois des décennies, et de l'engagement qui est le vôtre. Dans cette période, nous devons, plus encore qu'hier, renforcer notre investissement collectif pour la langue et la culture françaises, parce que c'est, je le crois, un agenda au service des intérêts de notre pays. Il sert les agenda géopolitique, économique, stratégique que j'évoquais. Plus on parle français, plus on construit de l'intimité et de la bonne compréhension de ce que nous sommes.

Je pense aussi que c'est un agenda utile pour les régions où nous le développons. À cet égard, il faut continuer à déployer la réforme de l'AEFE que nous avons lancée, qui permet de former beaucoup plus et plus efficacement des enfants français et non français dans notre langue avec nos méthodes et de consolider ce rôle de la France comme puissance éducative ainsi que l'importance du français. J'ai eu l'occasion, en juillet dernier, de rassembler toutes les Alliances françaises ici et je veux saluer à nouveau leur travail qui est essentiel à cet égard, celui de notre institut français et de toutes ses structures à travers le monde mais également de nos musées, nos établissements culturels par leur stratégie diplomatique, par leur action, par les initiatives qu'ils prennent, que ce soit en France ou à l'étranger. Nous devons redoubler d'efforts et de propositions ; et avec l'enthousiasme du premier jour, je veux qu'on redouble d'efforts. La France est attendue sur ce sujet dans toutes les zones et donc la promotion de la langue française, mais aussi et surtout la promotion de nos artistes, des artistes des pays où vous servez, la possibilité de se déplacer, des étudiants aussi dans les formations que nous développons, est un formidable levier d'influence.

À ce titre, je veux ici, signaler un point phare qui sera le Sommet de la Francophonie en octobre 2024. Pour la première fois depuis longtemps, la France l'accueillera. L'idée c'est aussi de la désinstitutionnaliser au maximum car ces sommets ont par trop vieillis, de montrer à quel point ils sont décentrés, - je rappelle que la francophonie est un format qui a été inventé par des chefs d'État non français et voulu par amour de la France par des chefs d'État non français - et d'essayer de bâtir des chemins nouveaux où la jeunesse sera au cœur du projet que nous portons. Ce sommet se tiendra à la Cité internationale de la langue française à Villers Cotterêts, que nous inaugurerons le 19 octobre prochain, et qui doit être un lieu aussi d'appui pour vous, de formation, de soutien pédagogique, culturel, d'action. Il y aura des résidences d'artistes, mais aussi d'académiques et qui doit être vraiment un lieu important de travail.

À côté du travail sur la langue et la culture, il y a, je ne peux évidemment manquer d'insister sur ce point, le travail sur notre influence. Nous l'avons évoqué au Quai d'Orsay en mars dernier ; la ministre y est plusieurs fois revenue. C'est au cœur de la feuille de route de la loi de programmation militaire. C'est un sujet délicat parce que c'est un continuum. L'influence, c'est une notion, je dirais, qui vit dans la société et qui a sa place dans le registre commun. C'est être bien vu, au maximum aimé, être compris, si possible suivi. C'est devenu maintenant une fonction diplomatique parce qu'il y a de la contre-influence. Et donc c'est rentré dans le cœur des missions, et je veux saluer, vraiment, ce que le Quai d'Orsay a commencé de faire, à la fois au niveau de l'administration centrale et de la sensibilisation des postes. Il faut continuer ce travail par la transformation de l'outil numérique, de l'approche, la recherche d'alliés, de partenaires. Il y a un continuum dans le militaire, on le voit bien ; on l'a vu dans les théâtres d'opérations les plus importants, parce qu'il est difficile de mener une opération militaire dans la durée, lorsqu'il y a de la contre-influence qui est menée sur notre sol, dans nos propres réseaux d'information et dans les pays où nous opérons. Puis ça vient toucher, évidemment, le sujet de l'information, parce que l'influence menée par telle ou telle puissance, selon les règles qu'elle utilise et sa transparence, vient parfois falsifier l'information libre, neutre, et change complètement la forge des opinions publiques. Je le dis parce que le sujet de l'influence est clé pour l'efficacité de notre action diplomatique, pour le fonctionnement même des démocraties,

à l'étranger et chez nous. Et c'est pour ça que c'est une fonction très sensible, et j'aurai l'occasion d'y revenir de manière plus structurée dans les mois qui viennent, parce que ça suppose — et nous l'avons fait d'ailleurs pour ce qui est de la France — des contrôles démocratiques et juridictionnels structurés et clairs, une action qui est lisible par tous mais aussi une plus grande efficacité et une sortie de la naïveté.

Et si je parle de l'action internationale, je veux juste dire ici quelques mots. Nous devons continuer d'être beaucoup plus efficaces. Il y a aujourd'hui des grandes puissances impériales qui sont plus efficaces que nous et qui structurent une fonction d'influence par tous les canaux, réseaux sociaux, les canaux sous-jacents administratifs et autres, qu'il nous faut analyser de près et contrer. Nous avons donc à faire un effort d'organisation mais aussi de doctrine, d'instruments et d'investissements massifs dans tous les domaines de l'influence, et à faire vite parce que nous en subissons les conséquences. Quand j'entends parler de sentiments anti-français dans beaucoup de pays d'Afrique, c'est le fruit d'une stratégie de contre-influence et de désinformation ; elle est très bien faite. Elle utilise parfois ce qui a été fait par ceux qui étaient nos amis ; ils savaient remplir des stades de football à peu de frais et faire applaudir des présidents français. Ils le font maintenant avec d'autres idées. Mais, donc ils sont organisés, ils le font sur des réseaux sociaux. On connaît les instruments, mais il faut qu'on fasse attention. Nous avons, à juste titre, clarifié nos instruments, normalisés. C'est très bien. Nous sommes parfois, en tout cas, sur ce registre, impuissants, et donc nous devons être beaucoup plus efficaces.

Et puis, nous devons penser, je l'avais dit, le rôle de l'audiovisuel public à l'international, et de France Médias Monde qui est un formidable levier de rayonnement. Mais il faut qu'on soit au clair sur la place qu'on lui donne et le rôle qu'il y joue. Parce que quand il est le seul levier d'une presse considérée comme libre, il a une fonction tout à fait importante, il a affaire, face à lui, à de la propagande. Et quand cette propagande est reprise telle qu'elle, c'est un sujet parce qu'elle vient parfois menacer la France directement - on vient de le vivre encore au Niger. Le cadre de son intervention en tout cas doit être pensé car cet organisme est en même temps vu par beaucoup d'États comme un organisme d'État, ce qu'il n'est plus, je vous rassure. Il est lu comme tel et il est utilisé par les puissances qui nous contestent comme le fruit d'un impérialisme français sur le champ informationnel. Et donc là, on a construit une équation qui est plutôt perdante : c'est-à-dire qu'on a un instrument qui est bâti avec des rédactions indépendantes - ce qui est évidemment le cadre de ce dans quoi nous croyons pour avoir une presse libre - mais qui, du coup, s'interdit totalement de faire quelque travail d'influence, et qui, dans des pays qui le voient comme un instrument d'État qui fait de l'influence, est vu comme la justification et la légitimation par d'autres puissances - qui font de la vraie influence à des fins gouvernementales - de ce qu'ils sont en train de faire. Je le dis avec mes mots, c'est ça ce que je vis, moi ; et à mon avis, ce que beaucoup de diplomates qui sont dans ces pays-là vivent. Donc, à mon avis, ce n'est pas notre meilleure utilisation de l'instrument commun. Je demande vraiment à ce qu'on s'attelle avec courage à la chose. Les États généraux de l'information doivent nous permettre de penser cela, mais l'indépendance journalistique à laquelle je tiens très profondément et que je défendrai, en France comme ailleurs avec beaucoup de force, ne doit pas servir à s'interdire de réfléchir à un monde nouveau dans des géographies différentes. La bonne utilisation de l'argent public et la responsabilité qui sont les miennes, m'imposent d'ouvrir

ce travail de réflexion qui est absolument indispensable et qui doit être au cœur des chantiers des ministres des Affaires étrangères et de la Culture pour les mois à venir.

Enfin, ce rayonnement, et je conclurai sur ces deux points, passera dans les mois prochains par le sport et l'histoire et la mémoire.

Le sport, c'est une évidence, mais ça va mieux en le répétant. Le 8 septembre prochain, la Coupe du Monde de Rugby sera accueillie en France. C'est un événement diplomatique, un événement de rayonnement, mais nous aurons beaucoup de dirigeants, en particulier de l'hémisphère Sud, qui seront à Paris. Et donc, évidemment, c'est à préparer, à valoriser, à consolider dans le cadre aussi de nos partenariats sportifs à travers toutes les régions que j'évoquais. Et puis, les Jeux Olympiques s'ouvriront le 26 juillet prochain et dans un an, jour pour jour, les Jeux Paralympiques ouvriront à Paris. Et ces Jeux Olympiques et Paralympiques sont un formidable rendez-vous diplomatique de rayonnement et d'influence. D'abord, de la capacité de la France à accueillir, de sa gastronomie et de son offre ; nos représentants y travaillent pour que l'art de vivre à la française, notre gastronomie, notre capacité à accueillir, justement, soient valorisés et pleinement vus. Mais l'héritage de Paris, en termes d'inclusivité, de sport, de sport d'école, de sport et de santé, sera au cœur de ces rendez-vous, avec en plus le sommet développement durable olympique que j'ai annoncé, qui se tiendra juste avant ces événements.

Enfin, notre rayonnement passera également par notre histoire et notre mémoire puisque les mois qui viennent seront scandés par les 80 ans de la Libération et des débarquements en France. Ça commencera en Corse, dans quelques semaines, et ça se poursuivra à partir du printemps et de l'été 2024, avec beaucoup de rendez-vous intercalaires que nous aurons à organiser, en Normandie et en Provence qui sont les deux épicentres mais avec à peu près tous les territoires français qui seront concernés par ces rendez-vous de mémoire et d'histoire. Et ce au moment même où les dernières générations de survivants sont en train de nous quitter et où il y a, pour nous-mêmes, un très gros travail d'histoire et de mémoire que nous sommes en train de faire avec beaucoup d'historiens, l'implication du ministère des Armées sur ce sujet et de l'Éducation nationale, mais avec également un travail à l'international puisque beaucoup de nos puissances alliées mais aussi du continent africain, du continent pacifique se sont impliquées à nos côtés dans la libération du territoire français et ces débarquements. Et donc, nous aurons à préparer ces rendez-vous diplomatiques avec beaucoup de soin. C'est la mission que j'ai confiée à l'ambassadeur ETIENNE, qui pilote, avec plusieurs historiens, militaires et administratifs, cette mission pour préparer les rendez-vous et les commémorations.

Voilà, Mesdames et Messieurs les ambassadrices et ambassadeurs, ce que je voulais vous dire, en ce début de semaine et avant vos travaux sur à la fois la situation internationale telle que je la vois et quelques-unes des grandes perspectives qui sont les nôtres. Il y a beaucoup de travail. Évidemment, je n'ai pas parlé de certaines zones, de certains pays, mais j'ai déjà été trop long donc vous ne m'en voudrez pas. J'aurai l'occasion de revenir dans les semaines et les mois qui viennent sur plusieurs des sujets évoqués ici ou certains que je n'ai pas assez développés. En tout cas, je veux ici vous redire ma confiance et mon soutien pour les missions qui sont les vôtres. Elles servent l'agenda de la France et de la nation, de sa force économique, mais aussi de sa force morale. Elles portent dans un moment extrêmement trouble, vous l'avez vu, les

chemins de nos intérêts, de notre indépendance et de nos principes auxquels nous ne devons rien céder.

Je compte sur vous. Vive la République et vive la France !

Agence Europe